

Recherche qualitative et quantitative sur l'économie canadienne - hiver 2018 Rapport final

Numéro de contrat : 60074-171604/001/CY
Date du contrat : 2017-12-12
Numéro d'enregistrement ROP : ROP 060-17
Valeur du contrat : 161 545,93 \$ (TVH comprise)

Préparé pour :
Finances Canada
Préparé par :
Environics Research Group

Février 2018
PA 9733

This report is also available in English.

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport :
por-rop@fin.gc.ca

Table des matières

Résumé du rapport	i
Contexte et objectifs	i
Méthodologie.....	i
Valeur du contrat	ii
Constatations principales - phase qualitative	iv
Constatations principales - phase quantitative	viii
Énoncé de neutralité politique et coordonnées.....	x
Introduction	1
Contexte	1
I. Constatations détaillées - phase qualitative	2
A. Évaluation globale	2
B. Accent sur l'économie canadienne	2
C. Égalité des sexes.....	4
D. Politique fiscale	5
E. Niveau de vie.....	6
F. Milieu de travail de l'avenir.....	7
G. Endettement des ménages	8
II. Constatations détaillées - phase quantitative	10
A. Priorités du gouvernement du Canada	10
B. Évaluation de l'économie.....	12
C. Situation financière personnelle	15
D. Confiance dans l'économie	16
E. Logement et taux d'intérêt	19
F. Égalité des sexes.....	20
G. Conclusions	22
Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative	24
Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative	26
Annexe C : Guide d'animation	30
Annexe D : Questionnaire de recrutement	38
Annexe E : Questionnaire du sondage	45

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. L'objectif principal de cette recherche était d'explorer ce que pensent, à l'heure actuelle, les Canadiens de sujet tels que :

- L'état de l'économie canadienne et du niveau de vie des Canadiens;
- Le déficit;
- L'élaboration d'un budget sensible à l'égalité des sexes;
- La politique fiscale;
- Le milieu de travail de l'avenir;
- L'endettement personnel et les taux d'intérêt.

La présente recherche vise à explorer les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et à leur vision du rôle du gouvernement du Canada dans l'économie.

Méthodologie

Phase qualitative

Entre le 18 décembre 2017 et le 11 janvier 2018, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale. Deux séances ont ainsi eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Montréal (banlieue), Kitchener, Winnipeg et Vancouver (trois villes contiguës). Dans chacune de ces communautés, une séance a été tenue auprès de Canadiens à faible et à moyen revenus, et une autre auprès de Canadiens à revenu plus élevé. Huit de ces séances se sont déroulées en anglais, et deux en français. Elles ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Composition du groupe
18 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Mississauga, Ontario
18 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Mississauga, Ontario
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Kitchener, Ontario
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Kitchener, Ontario
10 janvier, 17 h 30, HNC	Faible et moyen revenus - Winnipeg, Manitoba
10 janvier, 19 h 30, HNC	Revenu plus élevé - Winnipeg, Manitoba
11 janvier, 17 h 30, HNP	Faible et moyen revenus - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique

Date et heure	Composition du groupe
10 janvier, 19 h 30, HNP	Revenu plus élevé - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique

Les discussions ont été menées auprès de Canadiens adultes (de 18 ans et plus) de différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux sociodémographiques. Ces séances de discussion, de 120 minutes environ, ont regroupé entre huit et dix participants (sur les 11 personnes recrutées pour chacun des groupes). Chacun des participants s'est vu offrir une somme de 100 \$ pour l'inciter à prendre part à la discussion et le remercier de sa présence. Il importe de noter que cette somme a été fixée à 150 \$ à Vancouver, afin de refléter le fait que les montants offerts et les distances à parcourir sont généralement supérieurs dans cette région.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une recherche quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

De 18 au 31 janvier 2018, Environics a effectué un sondage téléphonique à échantillon aléatoire auprès de 2 006 adultes résidant au Canada. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par régions afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	203	+/- 6,9
Québec (23 %)	501	+/- 4,4
Ontario (38 %)	602	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	400	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	300	+/- 5,7
CANADA (100 %)	2 000	+/-2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 161 545,93 \$ (TVH comprise).

Rapport

Ce rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux présentant les résultats obtenus à toutes les questions,

en fonction de segments de la population définis par régions et caractéristiques démographiques. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question de l'un des sondages.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentages, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu de divers importants domaines politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales - phase qualitative

A. Évaluation globale

Les répondants étaient d'abord appelés à indiquer les bons et moins bons gestes posés par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année.

- Dans l'ensemble, les participants ont dit être d'avis que le gouvernement s'était montré performant dans l'amélioration de ses relations avec les Premières Nations, dans les excuses présentées à ces dernières et dans ses efforts pour défendre leurs droits. Ils ont également affirmé être en accord avec le gouvernement en ce qui concerne le fait de légaliser le cannabis, d'unifier le pays et d'améliorer l'image du Canada à l'étranger ainsi que ses relations avec les autres pays. Autres points positifs pour le gouvernement : l'immigration et l'accueil fait aux réfugiés, ainsi que l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE).
- À l'inverse, les participants ont jugé d'un œil plus sévère le travail accompli par le gouvernement au cours de la dernière année en ce qui concerne, entre autres, les demandeurs d'asile, la légalisation du cannabis, les changements climatiques et les pipelines, l'entente conclue avec Omar Khadr, la qualité de l'eau dans les communautés des Premières Nations et les dépenses, jugées trop importantes ou inefficaces.

B. Accent sur l'économie canadienne

En dépit des tendances positives d'indicateurs économiques importants, par exemple le marché boursier, le taux de chômage et le PIB, de nombreux participants ont mentionné que les ménages devaient faire face à des difficultés considérables, parmi lesquelles une hausse du coût de la vie, pourtant déjà élevé, un train de vie au-dessus de leurs moyens et une augmentation de leur endettement. Les participants ont aussi mentionné que malgré l'aide gouvernementale apportée aux jeunes familles (par l'entremise, par exemple, de l'augmentation de l'ACE), le sort de la classe moyenne ne s'améliorait pas, et que les ménages à faible revenu voyaient leur situation se détériorer encore davantage.

Appelés à réfléchir à la dernière année, les répondants se sont montrés d'accord pour dire que l'économie était demeurée stable, et s'était même améliorée. En ce qui concerne l'avenir, plusieurs ont affirmé que la santé de l'économie canadienne était à risque en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'économie américaine et de l'incertitude entourant les négociations de l'ALENA. Quelques participants ont pour leur part ajouté que l'accroissement des taux d'intérêt pourrait avoir pour effet de freiner la croissance économique au cours de la prochaine année.

Les participants devaient par la suite préciser si l'économie avait un effet positif sur leur vie à l'heure actuelle. Les personnes bénéficiant d'une situation économique favorable ont affirmé que la stabilité de l'économie les avait aidées. Les répondants ayant répondu que l'économie n'avait pas eu d'effet positif sur leur vie ont pour leur part expliqué qu'il leur était difficile d'économiser pour acheter une maison ou d'acheter une maison, que le coût de la vie était élevé et que les salaires allaient en diminuant. Personne, ou presque, ne s'est montré en mesure de mentionner un geste posé par le gouvernement fédéral pour aider les gens à faire face à l'augmentation du coût de la vie. L'augmentation de l'ACE a été mentionnée par certains répondants après qu'on leur eut rappelé son existence.

La plupart des participants étaient au courant que le gouvernement fédéral avait un déficit, et plusieurs semblaient confondre ce déficit avec la dette publique. Même si la majorité des répondants ne se sont pas montrés particulièrement préoccupés par cette situation, certains ont exprimé des inquiétudes quant aux répercussions qu'elle aurait sur leur propre génération, de même que sur les générations plus jeunes dans un avenir rapproché, surtout si cela signifiait une augmentation des impôts. Même si les participants ont indiqué souhaiter que le déficit diminue, ou à tout le moins se stabilise, plusieurs ont reconnu qu'il était irréaliste de croire qu'on pouvait l'équilibrer immédiatement.

Le ratio de la dette au PIB s'est avéré un concept largement inconnu des participants, qui l'ont jugé difficile à comprendre. Après qu'on leur eut décrit, quelques-uns des répondants se sont montrés soulagés d'entendre que ce ratio était faible et en baisse. La plupart des personnes interrogées, puisqu'elles n'étaient pas particulièrement préoccupées par le déficit au départ, ont accueilli favorablement ces données venant en quelque sorte valider leur absence d'inquiétude.

C. Égalité des sexes

Les participants se souvenaient vaguement de « l'annonce sur l'égalité des sexes » faite dans le cadre du budget de l'année dernière. Bien que ces derniers se soient dits d'accord avec le fait qu'il s'agissait là d'un effort positif et bien intentionné, certains ont affirmé que ce n'était qu'un simple exercice de communication. Ils ont semblé avoir du mal à comprendre quelles mesures précises d'un budget pourraient s'attaquer aux inégalités économiques entre les hommes et les femmes.

- Le concept de « budget féministe » ou de « budget axé sur les femmes et les filles » a été exploré à Winnipeg et à Vancouver; dans les deux cas, les réactions au terme « budget féministe » ont été plutôt négatives.

Un appui solide à l'accroissement de la représentation de certains groupes sociaux au sein de la population active (les femmes, les jeunes, les Premières Nations, les personnes handicapées) a été observé chez les participants. Un peu comme ce qui avait été noté dans le cas du « budget féministe », cependant, les répondants ont eu de la difficulté à penser à des mesures concrètes susceptibles d'accomplir cet objectif. Ils se sont montrés réticents à l'idée de forcer les entreprises, par l'entremise de la réglementation, à respecter certains ratios. Lorsque mentionnée précisément, l'idée de financer des programmes d'entrepreneuriat leur est toutefois apparue excellente.

D. Taxes et revenus tirés du cannabis

Dans l'ensemble, les participants connaissaient très peu, ou même pas du tout, les modifications fiscales prévues par le gouvernement fédéral.

- Très peu de répondants connaissaient, de prime abord, le concept de « répartition du revenu », souvent confondu avec celui de « fractionnement du revenu ». Après qu'on leur eut expliqué, cependant, la plupart des répondants se sont dits d'accord pour affirmer que cette pratique, même si elle était légale, s'avérait contraire à l'éthique. Plusieurs se sont toutefois demandé comment des mesures de répression pourraient être mises en place.
- Les répondants ne connaissaient pas la signification du terme « gestion passive de titres ». Peu d'entre eux ont compris l'explication qui leur a été donnée par la suite. Plusieurs ont interprété l'idée d'une

mesure limitative au pied de la lettre et affirmé que si cette pratique permettait réellement aux entreprises et aux individus d'éviter de payer de l'impôt, elle devrait être limitée ou encadrée.

- Les participants ont également démontré une très faible connaissance des mesures gouvernementales mise en place par le gouvernement pour sévir contre l'évitement fiscal ou les « paradis fiscaux ».

Invités à classer, en ordre de préférence, la façon dont ils souhaiteraient que le gouvernement affecte les nouveaux revenus provenant du cannabis en fonction de six aspects précis, les participants se sont montrés particulièrement intéressés par l'idée d'accroître les transferts aux provinces pour financer les soins de santé. Ils se sont en revanche montrés peu enthousiastes à l'idée d'utiliser ces recettes fiscales pour réduire le déficit ou financer les efforts d'éducation publique sur les effets du cannabis. Interrogés sur les autres façons d'utiliser ces recettes fiscales, les participants ont été nombreux à mentionner la possibilité de financer davantage les services de réhabilitation, de santé mentale et de traitement des dépendances, de même que d'augmenter les sommes versées pour l'éducation en général.

E. Niveau de vie

Dans l'ensemble, les participants se sont dits satisfaits du niveau de vie au Canada. Pour plusieurs, ce niveau de vie est le même qu'il y a cinq ans. D'autres, cependant, n'ont pas hésité à affirmer que même s'il s'était écoulé peu de temps depuis ce moment, la situation avait empiré. Appelés à comparer la situation actuelle à celle d'il y a 10 ans, plusieurs participants se sont dits d'avis qu'elle s'était détériorée, en grande partie en raison de l'augmentation des coûts d'achat ou de location d'une propriété, de la hausse importante du prix des aliments, de l'endettement grandissant des ménages, de la faible croissance des salaires et de l'insécurité d'emploi. L'écart entre les riches et les pauvres leur est également apparu comme allant en augmentant.

Un pessimisme généralisé a été observé en ce qui a trait au niveau de vie de la prochaine génération (sauf à Montréal). Certains participants ont ainsi évoqué un avenir plutôt bouché, dans lequel la congestion routière empire, le réchauffement climatique est plus important et les emplois sont moins stables. Plusieurs participants ont affirmé que le coût de la vie, l'endettement des ménages et les problèmes de santé mentale continueraient de croître, que l'automatisation et l'intelligence artificielle remplaceraient les travailleurs, et que l'on assisterait probablement à d'autres désastres environnementaux, à des vagues plus importantes et plus fréquentes d'arrivées de réfugiés et, possiblement, à une guerre nucléaire.

Sur un plan plus positif, les avancées technologiques pourraient entraîner des améliorations du niveau de vie liées, par exemple, aux voitures autonomes et à d'autres dispositifs réduisant la charge de travail. Aux yeux de certains participants, les générations futures seront davantage technophiles et graduellement plus compétentes, de façon à bien s'adapter à l'automatisation et à l'intelligence artificielle.

F. Milieu de travail de l'avenir

Les participants étaient unanimes à reconnaître que pour bien réussir dans le contexte économique de l'avenir, la population se devra d'être plus et mieux éduquée. La capacité à accomplir plusieurs tâches à la fois, la polyvalence et les compétences technologiques deviendront, à leurs yeux, des aptitudes essentielles. Le milieu de travail de l'avenir a été décrit par les répondants comme un endroit isolé où de plus en plus de personnes travailleront de la maison, où les robots remplaceront les travailleurs et où les emplois seront de plus en plus temporaires (p. ex., un travail à forfait) et instables.

La prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) est un crédit d'impôt remboursable qui vise à soutenir les travailleurs à faible revenu. Personne, ou presque parmi les répondants n'était au courant de l'existence de ce crédit d'impôt. Appelés à dire si cette aide devrait garder sa forme actuelle, soit celle d'un crédit d'impôt remboursable, ou être modifiée de façon à ce qu'une somme équivalente soit versée tous les mois ou tous les ans, les participants n'ont donc exprimé aucune opinion tranchée.

G. Endettement des ménages

Dans toutes les villes, les participants ont affirmé être au courant de la hausse des taux d'intérêt. Cette situation, toutefois, n'était pas perçue comme ayant des répercussions importantes sur leur mode de vie ou leurs intentions d'achat à l'heure actuelle. Une augmentation drastique dans l'avenir serait cependant, à leurs yeux, susceptible d'avoir des conséquences nuisibles sur le prix des maisons. Les participants devant renégocier leur prêt hypothécaire dans les prochaines années se montraient également un peu plus préoccupés par la tendance à la hausse des taux d'intérêt.

Constatations principales - phase quantitative

A. Priorités du gouvernement du Canada

Invités à préciser, spontanément et sans aide, l'enjeu principal auquel le pays doit faire face à l'heure actuelle, le quart des répondants ont affirmé qu'il s'agissait de l'économie (y compris les emplois et le chômage). Il s'agit là de la réponse la plus souvent mentionnée, et ce, partout au pays. Un répondant ou moins sur dix mentionne d'autres enjeux, par exemple les soins de santé ou les changements climatiques. Lorsqu'on ajoute les deuxièmes ou les autres réponses des participants, on se retrouve avec trois personnes sur dix qui mentionnent l'économie comme étant la plus importante des priorités du gouvernement.

B. Évaluation de l'économie

Globalement, les Canadiens se montrent plus positifs que négatifs dans leur évaluation de l'économie dans l'ensemble. Ils expriment cependant certaines inquiétudes en ce qui a trait à l'état de l'économie de leur province ou de leur territoire et ont, pour la plupart, une opinion négative du prix de l'essence. Ainsi, près de la moitié d'entre eux jugent que l'état de l'économie canadienne est bon (notes de 7 à 10), alors que 36 % disent la même chose de l'économie américaine. L'écart observé entre les notes attribuées à ces deux économies a toutefois été réduit depuis septembre 2017, en raison d'une évaluation plus positive de l'économie américaine.

C. Situation financière personnelle

À peine plus de la moitié des Canadiens voient d'un œil positif leur situation financière personnelle (notes de 7 à 10). La plupart des répondants se montrent neutres à ce sujet, et peu préoccupés par une perte d'emploi prochaine dans leur ménage. Il importe cependant de noter que près de deux personnes sur dix attribuent une note négative (de 1 à 4) à leur situation financière personnelle, et qu'un quart des répondants se disent de plus en plus préoccupés par une perte d'emploi potentielle. Ces inquiétudes sont plus marquées chez les répondants dont le ménage se trouve dans la tranche de revenu la plus faible, ce qui vient confirmer l'impression laissée par les participants aux séances de discussion en groupe, selon laquelle la situation des ménages gagnant peu se détériore encore davantage.

D. Confiance dans l'économie

Lorsqu'une liste de facteurs économiques leur est proposée, au moins la moitié des personnes questionnées disent avoir l'impression que chacun d'eux exerce une grande influence (notes de 7 à 10) sur la création et la perte d'emplois, et plus de la moitié des répondants sont d'avis que ces mêmes facteurs ont une influence importante sur l'économie canadienne en général. L'ALENA, les investissements du gouvernement en matière de formation axée sur l'acquisition de nouvelles compétences (et leur influence sur la création ou la perte d'emplois), les investissements dans les infrastructures ou l'économie mondiale (et son influence sur l'économie canadienne) comptent également parmi les facteurs les plus souvent mentionnés. Aux yeux des participants, l'économie canadienne est davantage influencée par les mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens ou par le prix du pétrole que ne le sont la création ou la perte d'emplois.

Lorsqu'il est question de préciser les éléments dont le gouvernement fédéral doit tenir compte dans ses décisions budgétaires, près de neuf personnes sur dix accordent une note élevée (de 7 à 10) à la création d'emplois. Environ huit individus sur dix accordent la priorité à l'aide fournie aux femmes, aux filles et à la classe moyenne. Les trois quarts des répondants estiment que la science et l'innovation, ou encore la technologie sont

des éléments importants. Les autres aspects mentionnés sont considérés comme importants par les deux tiers des personnes interrogées ou moins.

E. Logement et taux d'intérêt

Environ la moitié des Canadiens sont d'accord pour dire qu'il leur serait facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui. Les opinions contraires à ce sujet sont plus fréquentes chez les personnes ayant de plus grandes difficultés financières, y compris chez les plus jeunes et celles qui ne sont pas actuellement propriétaires de leur résidence. Seule une minorité de répondants affirment que la récente augmentation des taux d'intérêt leur sera bénéfique; près de la moitié des personnes interrogées sont en désaccord avec cette affirmation. À nouveau, le fait d'être en accord avec cet énoncé est associé à un sentiment de sécurité financière et au fait de se retrouver dans les tranches de revenus les plus élevées.

Parmi les personnes qui détiennent un prêt hypothécaire, environ six sur dix affirment qu'elles seraient toujours facilement en mesure d'effectuer leurs paiements si les taux d'intérêt augmentaient d'un demi pour cent ou d'un pour cent. Cette proportion tombe cependant à quatre personnes sur dix lorsqu'une hausse de deux pour cent est mentionnée; un tiers des répondants sont en désaccord avec cet énoncé.

F. Égalité des sexes

Lorsqu'il est question des éléments entrant en compte dans les décisions gouvernementales, les Canadiens accordent une grande importance à l'égalité des sexes. Cependant, un peu à la manière de ce qui a été constaté dans le cadre des groupes de discussion, le langage utilisé pour parler de cet enjeu est important aux yeux des répondants. « L'aide fournie aux femmes et aux filles » est considérée comme importante par huit personnes sur dix; « l'égalité des sexes », par les deux tiers et « le féminisme », par seulement la moitié. Ces données font écho à la réaction négative au « budget féministe » observée dans le cadre des séances de discussion en groupe.

On observe des réponses majoritairement favorables aux énoncés suggérant que l'égalité des sexes est importante pour le Canada et profitable à l'économie. Les répondants se montrent cependant moins catégoriques lorsqu'il est question d'affirmer que les femmes et les filles ont actuellement les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons. Le lien entre le harcèlement sexuel, la violence à l'endroit des femmes et l'économie canadienne demeure aussi peu clair pour plusieurs.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la politique de communication du gouvernement du Canada et dans la procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires générales et publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 969-2817

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-171604/001/CY
Date du contrat : 2017-12-12
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca.

Introduction

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener une recherche qualitative et quantitative ayant pour but d'explorer de façon plus approfondie les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et à leur vision du rôle du gouvernement du Canada dans l'économie. L'objectif principal de cette recherche était d'explorer ce que pensent, à l'heure actuelle, les Canadiens de sujet tels que :

- L'état de l'économie canadienne et du niveau de vie des Canadiens;
- Le déficit;
- L'élaboration d'un budget sensible à l'égalité des sexes;
- La politique fiscale;
- Le milieu de travail de l'avenir;
- L'endettement personnel et les taux d'intérêt.

Contexte

Le ministère des Finances a besoin que des études soient menées pour obtenir de l'information sur l'environnement public au sein duquel les mesures prises par le gouvernement seront communiquées. Il s'avère important que le ministère des Finances du Canada effectue des recherches sur l'opinion publique afin d'avoir un portrait juste et à jour de l'évolution de l'humeur de la population en ce qui a trait à l'état de l'économie, à son propre sentiment de bien-être économique et aux gestes posés par le gouvernement en matière économique, dans le but d'être bien au fait du contexte dans lequel les mesures qu'il prend seront communiquées.

I. Constatations détaillées - phase qualitative

A. Évaluation globale

Les répondants étaient d'abord appelés à indiquer les bons et moins bons gestes posés par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année. Dans l'ensemble, les mesures positives du gouvernement ont davantage fait consensus que les mesures négatives. Aucune des mesures positives citées ne faisait toutefois référence à l'économie.

- Les participants ont évalué positivement le travail du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'amélioration de ses relations avec les Premières Nations, les excuses présentées à ces dernières et ses efforts pour défendre leurs droits. La légalisation du cannabis a également reçu un accueil favorable, surtout chez les groupes à plus faible revenu. L'objectif d'unifier le pays et d'améliorer l'image du Canada à l'étranger ainsi que ses relations avec les autres pays ont aussi été mentionnées spontanément par les répondants, surtout dans les groupes ayant un revenu plus élevé. Autres points positifs pour le gouvernement : l'immigration et l'accueil fait aux réfugiés, ainsi que l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE).
- Les réactions négatives des participants à l'endroit du gouvernement fédéral ne se sont pas avérées particulièrement virulentes. Parmi les éléments plus sévèrement jugés, notons la question des demandeurs d'asile, surtout à Montréal et à Winnipeg, la gestion de la légalisation du cannabis, les changements climatiques et les pipelines, l'entente conclue avec Omar Khadr, la qualité de l'eau dans les communautés des Premières Nations et les dépenses, souvent jugées futiles (surtout par les répondants à faible revenu).

B. Accent sur l'économie canadienne

Invités à se pencher uniquement sur l'économie canadienne, les répondants se sont montrés d'accord pour affirmer que celle-ci se portait bien en fonction de certains indicateurs reconnus, tels que la croissance du PIB, le taux de chômage, etc. Certains répondants ont cependant affirmé que ces indicateurs ne permettaient pas de brosser un portrait complet de la situation; plusieurs ont ainsi dit que le coût de la vie demeurait élevé, que l'inflation était importante, et que les gens vivaient au-dessus de leurs moyens et accumulaient de lourdes dettes. Les participants ont aussi mentionné que malgré l'aide gouvernementale apportée aux jeunes familles, le sort de la classe moyenne ne s'améliorait pas, et que les ménages à faible revenu voyaient leur situation se détériorer encore davantage.

Appelés à réfléchir à la dernière année, les répondants se sont montrés d'accord pour dire que l'économie était demeurée stable, et s'était même améliorée. Ce sentiment s'est révélé plus répandu chez les participants jouissant d'un revenu plus élevé, et fondé sur la croissance soutenue du PIB, les politiques du gouvernement (favorables à l'économie, de l'avis de ces participants), l'augmentation de la valeur du dollar ou une impression générale voulant que l'économie soit sur la bonne voie. Une poignée de participants se sont dits d'avis qu'au contraire, l'état de l'économie s'était détérioré en raison de l'augmentation du prix du logement, de l'éclatement d'une possible « bulle » immobilière et de la situation des salaires, qui n'avaient pas suivi l'augmentation du coût de la vie.

En ce qui concerne l'avenir, plusieurs ont affirmé que la santé de l'économie canadienne était à risque en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'économie américaine et de l'incertitude entourant les négociations de l'ALENA. Quelques participants ont pour leur part ajouté que l'accroissement des taux d'intérêt pourrait avoir pour effet de freiner la croissance économique au cours de la prochaine année. D'autres participants se sont montrés pessimistes en ce qui concerne les perspectives économiques du pays, en raison de la hausse constante du prix du logement, de l'inflation, de l'arrivée de réfugiés et du déficit actuel, dû aux dépenses du gouvernement fédéral. Sur une note plus optimiste, certaines personnes ont suggéré que l'économie se porterait mieux si le gouvernement diversifiait ses partenaires commerciaux et devenait moins dépendant des États-Unis.

Les participants devaient par la suite préciser si l'économie avait un effet positif sur leur vie à l'heure actuelle. Les personnes bénéficiant d'une situation économique favorable ont affirmé que la stabilité de l'économie les avait aidées. Les répondants ayant affirmé que l'économie n'avait *pas* eu d'effet positif sur leur vie ont pour leur part expliqué qu'il leur était difficile d'économiser pour acheter une maison ou d'acheter une maison, que le coût de la vie était élevé et que les salaires n'augmentaient pas. À Kitchener, de nombreux répondants ont avoué que les emplois permanents à temps plein se faisaient rares et qu'en raison de cette situation, plusieurs jeunes travailleurs n'avaient ni avantages sociaux, ni sécurité d'emploi.

- Appelés à préciser la façon dont le gouvernement du Canada avait aidé ses citoyens à composer à la hausse du coût de la vie, de nombreux participants n'ont pas été en mesure de citer des mesures précises. Quelques-uns d'entre eux ont fait mention de l'augmentation de l'ACE et expliqué en quoi cette dernière leur était venue en aide, alors que d'autres ont affirmé avoir l'impression que cette politique n'aidait en fait que les jeunes familles.

Le déficit du gouvernement du Canada

Questionnées au sujet de la situation financière du gouvernement du Canada, la plupart des personnes sondées ont correctement répondu que ce dernier accusait actuellement un déficit; pour certains, il s'agissait même d'un important déficit. Plusieurs des participants ont toutefois semblé confondre le déficit et la dette publique. Bien que la plupart des répondants ne se soient pas montrés préoccupés outre mesure par le déficit gouvernemental, certains se sont inquiétés de l'effet de ce dernier sur leur propre génération ainsi que sur les générations plus jeunes, en particulier s'il devait s'accompagner d'une hausse d'impôts. Quelques répondants ont exprimé une certaine frustration en ce qui a trait à diverses dépenses gouvernementales, par exemple les célébrations du 150^e anniversaire du Canada, les dépenses militaires et la légalisation du cannabis.

Même si les participants ont indiqué souhaiter que le déficit diminue, ou à tout le moins se stabilise, plusieurs ont reconnu qu'il était irréaliste de croire qu'on pouvait l'équilibrer immédiatement. Le simple fait de fixer une date précise pour ce faire a semblé irréaliste aux yeux de la majorité, l'économie fluctuant fréquemment et dépendant grandement de nombreux facteurs. Les participants ont jugé d'un bon œil l'idée d'établir un plan visant à graduellement rééquilibrer le budget sur une période de deux à cinq ans.

- L'idée de réduire le déficit en réduisant les dépenses dans des domaines comme les nouvelles infrastructures, l'allocation canadienne pour enfants ou les transferts aux provinces pour la santé et l'éducation n'est pas apparue comme une stratégie gagnante aux yeux des participants. Dans chacun des groupes, ils ont rejeté cette option, et affirmé qu'il y avait bien d'autres moyens d'atteindre l'équilibre budgétaire. À leurs yeux, les domaines mentionnés s'avèrent essentiels; pour certains, ils devraient même voir leur budget augmenté plutôt que réduit.

Le ratio de la dette au PIB s'est avéré un concept largement inconnu des participants, qui l'ont jugé difficile à comprendre, et ce, indépendamment de leurs revenus ou de l'endroit où ils habitent au Canada. Après qu'on leur eut décrit, quelques-uns des répondants se sont montrés soulagés d'entendre que ce ratio était faible et en baisse. La plupart des personnes interrogées, puisqu'elles n'étaient pas particulièrement préoccupées par le déficit au départ, ont accueilli favorablement ces données venant en quelque sorte valider leur absence d'inquiétude. Certains participants ne se sont pas sentis rassurés pour autant, ayant l'impression qu'une hausse de la dette publique était néfaste, peu importe la valeur du PIB, et que cette mesure s'avérait vulnérable à une récession.

C. Égalité des sexes

Les participants se souvenaient vaguement de « l'annonce sur l'égalité des sexes » faite dans le cadre du budget de l'année dernière. Bien que ces derniers se soient dits d'accord avec le fait qu'il s'agissait là d'un effort positif et bien intentionné, certains ont soulevé le fait qu'il s'agissait d'un simple exercice de communication. Ils ont semblé avoir du mal à comprendre quelles mesures précises d'un budget pourraient s'attaquer aux inégalités économiques entre les hommes et les femmes. Les participants ont suggéré des mesures incitant les entreprises à embaucher des femmes, entre autres en mettant de l'avant le principe d'un « salaire égal pour un travail égal », le développement de programmes de soutien visant à encourager l'entrepreneuriat chez les femmes et, après qu'on eut exploré cette avenue, l'idée de rendre les services de garde plus accessibles, sur le plan des coûts et de l'offre. Quelques personnes ont suggéré d'allonger les congés de maternité afin d'aider les femmes.

Aux yeux de certaines personnes, le gouvernement ne peut régler cette question qu'en ce qui concerne ses propres employés, en imposant des règles favorisant l'égalité des salaires. L'idée de se servir du budget pour s'attaquer à l'inégalité entre les sexes est apparue illogique aux yeux de la plupart des participants, qui l'ont jugée déroutante.

Le concept de « budget féministe » ou de « budget axé sur les femmes et les filles » a été exploré à Winnipeg et à Vancouver; dans les deux cas, les réactions au terme « budget féministe » ont été plutôt négatives. Les personnes sondées ont affirmé qu'il était susceptible d'offenser certains individus. Bien que le concept d'un budget axé sur les femmes et les filles ait suscité des réactions plus positives, plusieurs ont dit préférer que l'accent soit mis sur la notion d'« égalité ».

Un appui solide à l'accroissement de la représentation de certains groupes sociaux au sein de la population active (p. ex., les femmes, les jeunes, les Premières Nations, les personnes handicapées) a été observé chez les participants. Un peu comme ce qui avait été noté dans le cas du « budget féministe », cependant, les répondants ont eu de la difficulté à penser à des mesures concrètes susceptibles d'accomplir cet objectif. Parmi celles ayant été suggérées, notons :

- Créer des programmes de formation conçus spécialement pour ces groupes;
- Subventionner l'éducation;
- Inciter les employeurs à engager des personnes appartenant à ces groupes;
- Récompenser les entreprises offrant des programmes de stages et d'apprentissage;
- Promouvoir les exemples de réussite.

Les participants se sont montrés réticents à l'idée de forcer les entreprises, par l'entremise de la réglementation, à respecter certains ratios. Lorsque mentionnée précisément, l'idée de financer des programmes d'entrepreneuriat leur est toutefois apparue excellente.

D. Politique fiscale

Dans l'ensemble, les participants connaissaient très peu, ou même pas du tout les modifications fiscales prévues par le gouvernement fédéral. Très peu de répondants connaissaient, de prime abord, le concept de « répartition du revenu », souvent confondu avec celui de « fractionnement du revenu »; dans de nombreux cas, des éclaircissements de l'animateur à ce sujet se sont avérés nécessaires. Après qu'on leur eut expliqué, cependant, la plupart des répondants se sont dits d'accord pour affirmer que cette pratique, même si elle était légale, s'avérait contraire à l'éthique. Plusieurs se sont toutefois demandé comment des mesures de répression pourraient être mises en place. Certains ont jugé que ce comportement était difficile à prouver, et indiqué qu'il serait ardu de déterminer la façon dont une personne répartissait ses revenus.

Les répondants ne connaissaient pas la signification du terme « gestion passive de titres ». Peu d'entre eux ont compris l'explication qui leur a été donnée par la suite. Plusieurs ont interprété l'idée d'une mesure limitative au pied de la lettre et affirmé que si cette pratique permettait réellement aux entreprises et aux individus d'éviter de payer de l'impôt, elle devrait être limitée ou encadrée. Pour certaines personnes, il pourrait s'avérer difficile pour le gouvernement d'appliquer correctement une telle mesure, puisqu'il lui faudrait s'assurer que les investissements concernés ne servent pas à faire croître une entreprise.

Les participants ont également démontré une très faible connaissance des mesures gouvernementales mise en place par le gouvernement pour sévir contre l'évitement fiscal ou les « paradis fiscaux ». Certains participants ont remis en question le fait, pour le gouvernement, d'être en mesure d'imposer ses règles à l'échelle internationale, la manière dont il pourrait savoir ce que font les entreprises à l'étranger et la façon dont il serait mis au courant des gestes posés par d'autres pays.

Revenus des taxes sur le cannabis

Les participants ont été invités à classer, par ordre de préférence, la façon, parmi les six présentées, dont ils voudraient que le gouvernement utilise les nouveaux revenus tirés des taxes sur le cannabis :

- Offrir de l'argent aux provinces sous forme de transferts pour financer les soins de santé;
- Investir dans la formation ou le recyclage des travailleurs;
- Financer l'éducation publique sur les effets du cannabis;
- L'utiliser pour réduire le déficit;
- Diminuer les impôts des tranches d'imposition inférieures;
- Offrir de l'argent aux municipalités pour répondre à leurs besoins.

Les résultats de cet exercice ont révélé que l'option favorisée par les personnes interrogées était celle voulant que l'on offre de l'argent aux provinces sous forme de transferts pour financer les soins de santé. De l'avis de certains participants, le système de soins de santé s'avère actuellement inefficace, et sera encore plus sollicité

par une population vieillissante et par les effets d'une augmentation potentielle de la consommation de cannabis chez les Canadiens.

Les participants ont classé au deuxième rang trois des mesures proposées. L'une d'elles viserait à diminuer les impôts des tranches d'imposition inférieures - et donc, aux yeux des participants, des contribuables ayant le plus besoin de cet allègement fiscal. Cette façon d'affecter les revenus des taxes sur le cannabis s'est avérée, dans presque tous les cas, plus populaire chez les groupes à faible revenu que chez ceux à revenu plus élevé. Elle a particulièrement suscité l'enthousiasme du groupe à faible revenu rencontré à Mississauga.

Certaines personnes, surtout à Winnipeg, ont également affirmé préférer l'idée d'offrir de l'argent aux municipalités, afin de répondre aux besoins de ces dernières. De l'avis de quelques-unes des personnes sondées, les citoyens seraient plus susceptibles de profiter directement de ces revenus s'ils étaient disponibles au niveau municipal. Plusieurs ont observé que de multiples services municipaux, dont l'application de la loi et les services sociaux, seront probablement davantage sollicités une fois la consommation de cannabis légalisée.

Une autre option ayant généré un certain intérêt s'est avérée celle voulant que l'on investisse dans la formation ou le recyclage des travailleurs, une possibilité elle aussi plus populaire au sein de plusieurs des groupes à faible revenu.

Très peu de répondants se sont montrés enthousiastes à l'idée d'utiliser ces nouveaux revenus pour réduire le déficit ou financer l'éducation publique sur les effets du cannabis.

Interrogés sur les autres façons d'utiliser ces recettes fiscales, les participants ont été nombreux à mentionner la possibilité de financer davantage les services de réhabilitation, de santé mentale et de traitement des dépendances, de même que d'augmenter les sommes versées pour l'éducation en général.

E. Niveau de vie

Dans l'ensemble, les participants se sont dits satisfaits du niveau de vie au Canada, ayant l'impression de profiter de tous les éléments essentiels à la vie (nourriture, eau, air pur, soins de santé et sécurité). Ces réponses laissent à penser que de nombreuses personnes ont confondu les concepts de « niveau de vie » et de « qualité de vie ».

Les participants ont par la suite été invités à comparer le niveau de vie actuel des Canadiens à celui d'il y a 5 ans et d'il y a 10 ans, et à tenter d'imaginer à quoi ressemblerait ce niveau de vie dans 25 ans.

- Pour plusieurs, ce niveau de vie est le même qu'il y a cinq ans. D'autres, cependant, n'ont pas hésité à affirmer que même s'il s'était écoulé peu de temps depuis ce moment, la situation avait empiré.
- Appelés à comparer la situation actuelle à celle d'il y a 10 ans, plusieurs participants se sont dits d'avis qu'elle s'était détériorée, en grande partie en raison de l'augmentation des coûts d'achat ou de location d'une propriété, de la hausse importante du prix des aliments, de l'endettement grandissant des ménages, de la faible croissance des salaires et de l'insécurité d'emploi. L'écart entre les riches et les pauvres leur est également apparu comme allant en augmentant. De façon plus positive, les personnes sondées ont affirmé que la technologie avait eu pour effet d'améliorer le niveau de vie et de rendre la vie en général plus facile, que l'économie mondiale était aujourd'hui en meilleure posture qu'il y a 10 ans, que les taux d'intérêt étaient plus faibles, et que des progrès importants avaient été accomplis en ce qui a trait à la médecine et aux soins de santé.

Un certain pessimisme a été observé en ce qui concerne le niveau de vie de la prochaine génération (sauf à Montréal, où les participants se sont montrés plus optimistes à ce sujet). Certains participants ont ainsi évoqué un avenir plutôt bouché, dans lequel la congestion routière empire, le réchauffement climatique est plus important et les emplois sont moins stables. Plusieurs ont affirmé avoir l'impression que le coût de la vie irait en augmentant, rendant ainsi plus difficile pour les générations futures le fait de devenir propriétaires. Certains répondants se sont dits d'avis que la prochaine génération devrait travailler davantage afin de maintenir son niveau de vie, serait plus endettée et deviendrait de plus en plus sujette à des problèmes de santé mentale. Plusieurs se sont montrés préoccupés par la possibilité que l'automatisation et l'intelligence artificielle remplacent les travailleurs, et que l'on assiste à d'autres désastres environnementaux, à des vagues plus importantes et plus fréquentes d'arrivées de réfugiés et, possiblement, à une guerre nucléaire.

Sur un plan plus positif, les répondants ont suggéré que les avancées technologiques pourraient entraîner des améliorations du niveau de vie de la prochaine génération liées, par exemple, aux voitures autonomes et à d'autres dispositifs réduisant la charge de travail. Aux yeux de certains participants, les générations futures seront davantage technophiles et graduellement plus compétentes, de façon à bien s'adapter à l'automatisation et à l'intelligence artificielle.

F. Milieu de travail de l'avenir

Les personnes sondées ont reconnu que s'ils veulent réussir dans le contexte économique de l'avenir, les travailleurs devront être mieux préparés. À leurs yeux, être « mieux préparé » signifie avoir un plus grand et un meilleur niveau d'éducation afin de demeurer concurrentiel sur le marché du travail. Certains participants se sont même montrés d'avis qu'un baccalauréat ne suffirait plus à assurer la réussite. Ils ont de plus affirmé que la capacité d'une personne à accomplir plusieurs tâches à la fois s'avérait désormais essentielle, tout comme le fait de pouvoir occuper plus d'un emploi. Plusieurs des répondants ont mentionné qu'il devenait impératif de se tenir informé des dernières avancées technologiques dans le cadre de son travail, et que le fait de bien connaître le domaine technologique en général serait sous peu une qualité essentielle. Le milieu de travail de l'avenir a été décrit par les répondants comme un endroit isolé où de plus en plus de personnes travailleront de la maison, où les robots remplaceront les travailleurs et où les emplois seront de plus en plus temporaires (p. ex., un travail à forfait) et instables.

Les participants étaient invités à évaluer tout particulièrement leur niveau d'inquiétude en ce qui a trait à chacun des défis suivants dans l'avenir :

- Le rôle de la technologie, comme l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), etc.;
- Le fait d'avoir les bonnes compétences pour les tâches de demain;
- Le fait d'avoir la bonne éducation pour les tâches de demain;
- La variété d'emplois (c.-à-d. le fait d'avoir plusieurs emplois ou carrières au cours de leur vie);
- Le travail précaire (c.-à-d. le fait de devoir composer avec de plus en plus d'emplois instables, de contrat en contrat, avec peu d'avantages ou de sécurité d'emploi).

Les répondants se sont montrés davantage préoccupés par le fait d'avoir un emploi stable et la bonne éducation pour les tâches de demain. De l'avis de certains, les programmes axés sur la technologie devraient être inclus dans le système d'éducation. Ils ont également affirmé que le niveau de scolarité exigé pour occuper un emploi serait de plus en plus élevé. Des personnes ont dit être préoccupées par l'instabilité de certains emplois et

stressées par l'absence de sécurité d'emploi dans certains secteurs. Certaines autres ont révélé que les employeurs étaient plus susceptibles d'embaucher des travailleurs à temps partiel, auxquels des avantages sociaux ne sont pas accordés, ou des employés contractuels. Ces inquiétudes ont semblé particulièrement vives à Kitchener.

Le fait d'avoir les bonnes compétences pour les tâches de demain est arrivé au deuxième rang des inquiétudes les plus fréquemment mentionnées par les répondants. Certains participants ont ainsi affirmé avoir l'impression que le marché du travail était fort concurrentiel, et que les employeurs attendaient de grandes choses d'employés potentiels. Quelques personnes ont avoué se sentir sous-qualifiées pour certains postes et affirmé qu'elles auraient besoin d'une formation supplémentaire et d'une éducation continue.

Les répondants ont eu du mal à préciser ce que pourrait faire le gouvernement fédéral pour améliorer les choses dans ce domaine. Certaines personnes ont suggéré que l'on augmente le financement versé aux programmes de formation, que l'on encourage les entreprises à offrir des activités d'apprentissage, que l'on s'assure que la formation scolaire réponde aux besoins des entreprises, que l'on facilite la tâche des travailleurs plus âgés désireux de conserver leur emploi ou de changer d'emploi, et que l'on rende l'éducation supérieure plus abordable.

Accent sur la prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT)

La PFRT est un crédit d'impôt remboursable qui soutient les travailleurs à faible revenu. Cette mesure procure un soutien important aux Canadiens appartenant à cette catégorie. En 2016, la PFRT a permis de verser 1,1 milliard de dollars à plus de 1,4 million de Canadiens. Il a été possible d'observer que cette mesure était pratiquement inconnue, sinon totalement inconnue des participants aux séances de discussion en groupe.

- Appelés à dire si cette aide devrait garder sa forme actuelle, soit celle d'un crédit d'impôt remboursable, ou être modifiée de façon à ce qu'une somme équivalente soit versée tous les mois ou tous les ans, les participants n'ont donc exprimé aucune opinion tranchée. Puisqu'il s'agit d'une mesure qui profite d'abord aux Canadiens à faible revenu, certaines personnes ont affirmé qu'une méthode de déboursement plus uniforme serait plus bénéfique. De l'avis de quelques participants, puisque cette aide prend la forme d'un crédit d'impôt établi en fonction du revenu de l'année précédente, elle pourrait être versée à la fin de l'année seulement, une fois établie l'admissibilité d'un citoyen.

G. Endettement des ménages

Dans toutes les villes, les participants ont affirmé être au courant de la hausse des taux d'intérêt. Cette situation, toutefois, n'était pas perçue comme ayant des répercussions importantes sur leur mode de vie ou leurs intentions d'achat à l'heure actuelle. Quelques personnes désireuses d'acheter une nouvelle maison se sont montrées quelque peu préoccupées par le fait que cela était susceptible de limiter encore davantage leur capacité à le faire. D'autres ont également mentionné craindre qu'une hausse importante des taux d'intérêt puisse provoquer l'éclatement de la bulle immobilière actuelle. Les participants devant renégocier leur prêt hypothécaire dans les prochaines années se sont également montrés un peu plus préoccupés par la tendance à la hausse des taux d'intérêt.

Très peu de participants avaient quelque chose à dire au sujet des avantages d'une hausse des taux d'intérêt. Certains ont cependant évoqué l'idée que cette situation puisse profiter aux personnes détenant des placements. Pour les autres, la hausse des taux d'intérêt n'apporte, de l'avis des participants, aucun avantage.

Invités à réfléchir à ce qu'ils feraient si on leur donnait 200 \$ de plus par mois, les participants ont fait part de priorités variant selon leur revenu. Les participants à plus faible revenu ont ainsi majoritairement mentionné qu'ils rembourseraient leurs dettes, alors que ceux bénéficiant d'un revenu plus élevé ont affirmé qu'ils économiseraient cet argent ou s'en serviraient pour voyager. Il convient toutefois de noter que plusieurs personnes de ce groupe ont elles aussi mentionné qu'elles utiliseraient ce montant pour payer des dettes. Les participants des groupes à plus faible revenu comme ceux des groupes à revenu plus élevé ont également indiqué à maintes reprises qu'ils mettraient cette somme de 200 \$ de côté en prévision des études de leurs enfants.

II. Constatations détaillées - phase quantitative

A. Priorités du gouvernement du Canada

Aux yeux des Canadiens, l'économie vient toujours au premier rang des priorités sur lesquelles devrait se concentrer le gouvernement fédéral.

Invités à se pencher sur les enjeux auxquels le pays doit faire face à l'heure actuelle et à préciser celui sur lequel, à leur avis, le gouvernement fédéral devrait le plus axer ses efforts, les Canadiens ont fourni, dans le cadre de cette vague, des réponses en grande partie semblables à celles données en septembre 2017. Au premier rang de ces priorités se trouve ainsi l'économie, mentionnée par environ un quart des Canadiens (23 %), de même que la création d'emplois ou la diminution du chômage. Comme en septembre, environ un répondant sur dix est d'avis que la priorité devrait être accordée aux soins de santé (9 %) ou à l'environnement (y compris les questions environnementales générales, les changements climatiques et le réchauffement de la planète - 8 %). Un plus petit nombre de personnes mentionnent certains enjeux précis, par exemple l'immigration et les réfugiés (6 %) et l'éducation (5 %).

Enjeux gouvernementaux prioritaires - priorité au premier rang

Priorité	Janvier 2018 n=2 0006	Septembre 2017 n=2 000
Économie/emplois (net)	23 %	18 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	17 %	11 %
<i>Emplois/enjeux liés au chômage</i>	7 %	6 %
Soins de santé/hôpitaux	9 %	9 %
Environnement (net)	8 %	9 %
<i>Enjeux environnementaux</i>	6 %	6 %
<i>Changements climatiques/réchauffement de la planète</i>	2 %	3 %
Immigration/réfugiés	6 %	7 %
Éducation/écoles	5 %	4 %
Enjeux sociaux (en général)	4 %	3 %
Impôts	4 %	5 %
Représentation/responsabilité gouvernementale	4 %	2 %
Criminalité/sécurité nationale	3 %	4 %
Affaires étrangères/commerce international	3 %	5 %
Itinérance/pauvreté	3 %	3 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	3 %	3 %
Enjeux liés aux aînés	3 %	2 %
Enjeux autochtones	2 %	3 %
Disparité de revenus/salaire minimum	2 %	2 %
Coût de la vie/dette/factures	2 %	2 %
Logement abordable/enjeux liés au logement	2 %	1 %
Infrastructures/routes	1 %	1 %
Énergie/enjeux liés au pétrole et au gaz/pipelines	1 %	1 %
Autre	2 %	4 %
Je ne sais pas/je refuse de répondre	12 %	13 %

1A. (T) Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous?

Dans toutes les régions du pays, on observe que l'économie ou les emplois viennent au premier rang; cela est particulièrement vrai chez les hommes (28 %, par rapport à 19 % des femmes), chez les personnes dont le revenu du ménage est de plus de 150 000 \$, chez les personnes ayant un niveau de scolarité plus élevé et chez les Canadiens plus âgés. Les soins de santé sont plus fréquemment cités au Québec (12 %) et dans le Canada atlantique (16 %), de même que chez les femmes (12 %, par rapport à 6 % des hommes). Un observe un niveau d'intérêt pour l'environnement plus élevé en Colombie-Britannique (12 %) et au Québec (14 %).

Les répondants ont également été invités à nommer d'autres domaines prioritaires, à leur avis. Ces autres domaines correspondent de près aux principaux enjeux mentionnés. Lorsqu'on les combine à ces derniers, on note que trois personnes sur dix citent un aspect relié à l'économie ou aux emplois, et qu'un peu moins de deux répondants sur dix mentionnent les soins de santé et les hôpitaux. Les réponses observées en ce qui concerne les sous-groupes font écho à celles données relativement à l'enjeu principal.

Enjeux gouvernementaux prioritaires - priorité au premier rang

Net : priorité au premier rang + autres priorités	Janvier 2018 n=2 0006
Économie/emplois (net)	31 %
<i>Économie/enjeux économiques</i>	23 %
<i>Emplois/enjeux liés au chômage</i>	9 %
Soins de santé/hôpitaux	16 %
Environnement (net)	14 %
<i>Enjeux environnementaux</i>	11 %
<i>Changements climatiques/réchauffement de la planète</i>	3 %
Immigration/réfugiés	11 %
Éducation/écoles	10 %
Enjeux sociaux (en général)	9 %
Criminalité/sécurité nationale	7 %
Représentation/responsabilité gouvernementale	7 %
Impôts	7 %
Enjeux liés aux aînés	5 %
Itinérance/pauvreté	5 %
Dépenses gouvernementales/budget/déficit	5 %
Affaires étrangères/commerce international	5 %
Coût de la vie/dette/factures	4 %
Enjeux autochtones	4 %
Logement abordable/enjeux liés au logement	3 %
Énergie/enjeux liés au pétrole et au gaz/pipelines	3 %
Disparité de revenus/salaire minimum	3 %
Infrastructures/routes	2 %
Autre	4 %
Je ne sais pas/je refuse de répondre	12 %

1A. (T) Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous?

B. Évaluation de l'économie

État actuel de l'économie canadienne

Un peu moins de la moitié des répondants perçoivent de façon positive l'état actuel de l'économie, alors qu'un peu plus d'une personne sur dix en a une vision négative.

Plusieurs questions ont été posées aux répondants au sujet du bien-être économique actuel au pays. Les personnes interrogées devaient répondre à ces questions à l'aide d'une échelle allant de 1 (désastreux) à 10 (excellent) pour chacun des facteurs présentés.

Questionnés sur l'état actuel de l'économie canadienne, un peu moins de la moitié des répondants le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), un peu moins de quatre sur dix se montrent neutres (notes de 5 ou 6), et un peu plus d'une personne sur dix est d'avis qu'il est « mauvais » (notes de 1 à 4). La perception voulant que l'état de l'économie soit « bon » demeure statistiquement inchangée par rapport à septembre 2017.

État actuel de l'économie

Date	Perception positive (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	Perception négative (1 à 4)
Novembre 2009	36 %	47 %	17 %
Février 2010	34 %	48 %	17 %
Février 2011	47 %	41 %	11 %
Février 2012	47 %	40 %	12 %
Janvier 2013	52 %	38 %	10 %
Janvier 2014	46 %	41 %	12 %
Février 2015	40 %	43 %	17 %
Février 2016	23 %	46 %	31 %
Octobre 2016	37 %	41 %	20 %
Septembre 2017	48 %	36 %	15 %
Janvier 2018	48 %	38 %	13 %

Q2a Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie canadienne? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Les réponses sont généralement semblables parmi la plupart des sous-groupes de la population. Le fait de percevoir positivement l'état de l'économie nationale (notes de 7 à 10) est plus commun en Ontario (53 %), en Colombie-Britannique (52 %) et au Québec (51 %), et moins répandu en Alberta (32 %) et en Saskatchewan (31 %). Les hommes (52 %) se montrent plus positifs que les femmes (45 %). Une perception plus positive de l'économie est aussi un phénomène davantage observé chez les Canadiens plus jeunes (54 % des personnes âgées de 18 à 34 ans, comparativement à 46 % des 35 ans et plus) et chez ceux dont les niveaux de revenu et de scolarité sont plus élevés. Cette attitude est également plus répandue chez les allophones, les personnes n'ayant qu'un téléphone cellulaire à la maison et celles qui affirment, plus loin dans le sondage, que leur propre situation financière est bonne.

L'économie canadienne par rapport à l'économie américaine

Même si les Canadiens sont toujours plus susceptibles d'affirmer que l'économie canadienne se porte bien que de dire la même chose de l'économie américaine, les différences à ce sujet se font dorénavant moins marquées.

Les résultats observés dans le cadre du sondage de l'hiver 2018 démontrent que les Canadiens demeurent plus susceptibles d'affirmer que l'économie canadienne se porte bien que de dire que l'économie américaine fait de même. Les différences à ce sujet se font toutefois moins grandes depuis septembre 2017, alors que le pourcentage de gens affirmant que l'économie américaine va bien s'est légèrement accru.

Comparaison des deux économies à l'heure actuelle

**% de notes positives
(7 à 10)**

Date	Économie canadienne	Économie américaine
Novembre 2009	36 %	9 %
Février 2010	34 %	20 %
Février 2011	47 %	9 %
Février 2012	47 %	8 %
Janvier 2013	52 %	8 %
Janvier 2014	46 %	16 %
Février 2015	40 %	32 %
Février 2016	23 %	37 %
Octobre 2016	37 %	31 %
Septembre 2017	48 %	30 %
Janvier 2018	48 %	36 %

Q2a/b Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

- a) L'état actuel de l'économie canadienne?
- b) L'état actuel de l'économie américaine?

Le fait d'évaluer positivement l'économie américaine est plus répandu en Colombie-Britannique (40 %), chez les hommes (46 %, par rapport à 27 % chez les femmes), chez les personnes n'ayant qu'un téléphone cellulaire à la maison (43 %), chez celles dont le revenu du ménage est de plus de 150 000 \$ (49 %) et chez les détenteurs d'un diplôme universitaire (45 %). Comme observé dans le cas de l'économie canadienne, une perception favorable de l'économie américaine est associée au fait de percevoir de façon positive sa propre situation financière.

Économies provinciales

Les résidents de la Colombie-Britannique et du Québec sont les plus susceptibles d'évaluer positivement l'état de l'économie de leur province; les Albertains et les habitants du Canada atlantique demeurent les plus négatifs à ce sujet.

Les perceptions par rapport à chacune des économies provinciales varient grandement d'une région à l'autre. Ainsi, plus de la moitié des résidents de la Colombie-Britannique estiment que leur économie se porte bien (notes de 7 ou plus). Ils sont suivis des habitants du Québec (41 %). À l'opposé, les résidents de l'Alberta (25 %) et du Canada atlantique (17 %) s'avèrent nettement moins susceptibles de croire que l'état de l'économie de leur province est bon. Comme observé pour d'autres mesures économiques, le sentiment que l'économie d'une province se porte bien est plus répandu chez les personnes des classes socioéconomiques supérieures et chez celles qui ont l'impression de bénéficier d'une bonne situation financière personnelle.

Comparaison des économies provinciales

% de notes positives (7 à 10)

Date	C.-B.	ALB.	SASK.	MAN.	ONT.	QC	ATL.
Mai 2013	37 %	76 %	77 %	40 %	32 %	33 %	21 %
Août 2013	43 %	79 %	85 %	39 %	34 %	30 %	22 %
Octobre 2013	50 %	79 %	78 %	44 %	36 %	26 %	29 %
Janvier 2014	40 %	79 %	85 %	43 %	33 %	24 %	25 %
Février 2015	49 %	36 %	63 %	29 %	33 %	18 %	19 %
Juin 2015	48 %	38 %	72 %	31 %	33 %	23 %	17 %
Février 2016	46 %	10 %	42 %	47 %	26 %	18 %	9 %
Octobre 2016	53 %	12 %	39 %	28 %	31 %	31 %	16 %
Septembre 2017	47 %	18 %	35 %		36 %	40 %	20 %
Janvier 2018	55 %	25 %	34 %	38 %	39 %	41 %	17 %

Q2c Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Prix de l'essence

Une majorité de Canadiens perçoivent de façon négative le prix de l'essence.

Plus de la moitié des Canadiens évaluent négativement le prix actuel de l'essence (notes de 1 à 4 sur une échelle de 10 points). Un quart des répondants affirment être neutres à ce sujet, et une seule personne sur sept environ affirme que ce prix est « bon » (notes de 7 à 10).

Prix actuel de l'essence

Date	Note positive (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	Note négative (1 à 4)	Incertain(e)
Septembre 2017	18 %	25 %	54 %	1 %
Janvier 2018	15 %	26 %	54 %	4 %

Q2d Comment évaluez-vous le prix actuel de l'essence? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez ce prix désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Le fait d'évaluer positivement le prix de l'essence demeure un phénomène minoritaire, mais plus répandu chez les Manitobains (26 %), les personnes ayant l'impression que l'économie canadienne se porte bien (20 %), les allophones (23 %) et les répondants jugeant que leur propre situation financière est bonne (20 %).

C. Situation financière personnelle

Évaluation de la situation financière personnelle

Un peu plus de la moitié des répondants estiment que leur propre situation financière est bonne, une proportion qui demeure inchangée par rapport à septembre 2017.

Un peu plus de la moitié des Canadiens évaluent de façon positive leur situation financière personnelle (notes de 7 à 10); un peu moins de trois personnes sur dix affirment être neutres (5 ou 6), alors qu'un peu moins de 2 sur dix disent que leur situation est mauvaise (notes de 1 à 4).

Évaluation de la situation financière personnelle

Date	Note positive (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	Note négative (1 à 4)	Incertain(e)
Février 2016	53 %	29 %	18 %	-
Octobre 2016	51 %	30 %	18 %	1 %
Septembre 2017	51 %	30 %	16 %	3 %
Janvier 2018	53 %	27 %	17 %	3 %

Q2e Comment évaluez-vous l'état actuel de votre situation financière personnelle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent.

Plus de la moitié des répondants affirment jouir d'une bonne situation financière. Cette situation s'observe dans toutes les régions, sauf l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest (46 %). On ne note aucune différence en fonction du sexe ni, pour cette vague, de l'âge des répondants. Plus le revenu des ménages des répondants est élevé, plus leur évaluation est positive; on passe ainsi d'un faible 29 % chez les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à 40 000 \$ à un impressionnant 78 % chez celles dont ce revenu est de 150 000 \$ ou plus. Le fait d'évaluer positivement sa situation financière personnelle est lié au fait de travailler à temps plein ou d'être à la retraite, d'être plus scolarisé (65 % des personnes détenant un diplôme universitaire) et de ne pas avoir de prêt hypothécaire (65 %).

Préoccupations liées à la perte d'emploi

Près de six répondants sur dix affirment ne pas être préoccupés par la possibilité de se retrouver sans emploi au cours des six prochains mois; environ un quart des personnes sondées expriment certaines inquiétudes à ce sujet.

Environ le quart des Canadiens se montrent préoccupés par la possibilité qu'un membre de leur ménage ou eux-mêmes se retrouvent sans emploi au cours des six prochains mois. Une personne sur dix (10 %) se dit énormément préoccupée par cette possibilité (note de 10). Un peu moins de six répondants sur dix expriment un faible niveau de préoccupations (un peu moins de 4 sur dix, soit 37 %, disent même n'être pas préoccupés du tout), et un peu plus d'une seule personne sur dix (13 %) se montre neutre.

Préoccupations liées à la perte d'emploi

Date	Préoccupé(e) (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	Pas préoccupé(e) (1 à 4)	Incertain(e)/ne s'applique pas
Février 2016	29 %	12 %	58 %	1 %
Octobre 2016	27 %	14 %	58 %	1 %
Septembre 2017	24 %	11 %	58 %	7 %
Janvier 2018	23 %	13 %	56 %	8 %

Q3 Dans quelle mesure, s'il y a lieu, la possibilité qu'un membre de votre ménage ou vous-même vous retrouviez sans emploi au cours des six prochains mois vous préoccupe-t-elle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela ne vous préoccupe pas du tout et 10, que cela vous préoccupe énormément.

Les préoccupations liées à la perte d'emploi sont, pour cette vague, relativement semblables d'un bout à l'autre du pays. Les habitants du Canada atlantique et de la Colombie-Britannique se montrent toutefois les moins préoccupés à ce sujet. Comme observé lors des vagues précédentes, des plus grandes inquiétudes sont exprimées par les personnes se trouvant dans la tranche de revenu la plus faible (31 % des gens gagnant 40 000 \$ ou moins) que par les Canadiens mieux nantis, ce qui correspond à l'impression révélée par les participants aux séances de discussion en groupe, selon laquelle la situation des ménages gagnant peu se détériore encore davantage. Les inquiétudes quant à une perte d'emploi potentielle sont aussi plus élevées parmi les personnes qui voient d'un œil défavorable leur propre situation financière (37 %) ou l'état actuel de l'économie (34 %), les allophones (38 %), les répondants sans emploi (31 %) et ceux qui ne sont pas propriétaires de leur résidence (27 %) ou qui détiennent toujours un prêt hypothécaire (23 %).

D. Confiance dans l'économie

Influence de certains facteurs sur la création et la perte d'emplois ou sur l'économie canadienne

Les Canadiens sont généralement d'avis que de nombreux facteurs exercent une influence de niveau comparable sur la création et la perte d'emplois ou sur l'économie canadienne en général.

Une liste de facteurs économiques a été présentée aux Canadiens. La moitié des répondants devaient indiquer, sur échelle de 1 à 10, l'influence exercée par un facteur donné sur *la création et la perte d'emplois* au Canada, alors que l'autre moitié des personnes sondées devaient faire le même exercice, mais cette fois en ce qui a trait à *l'économie canadienne*.

Les réponses obtenues se ressemblent beaucoup, peu importe que l'on évalue l'influence exercée sur l'économie en général ou sur les emplois en particulier. Dans les deux cas, l'ALENA s'avère un facteur déterminant. Aux yeux des participants devant évaluer l'influence exercée sur la création et la perte d'emplois, les investissements du gouvernement en matière de formation axée sur l'acquisition de nouvelles compétences sont tout aussi importants que l'ALENA. Pour ceux devant mesurer l'influence exercée par ces facteurs sur l'économie en général, les investissements du gouvernement dans les infrastructures jouent également un rôle fort important. Les personnes chargées d'évaluer l'influence exercée sur l'économie en général s'avèrent plus susceptibles d'accorder une grande importance aux deux mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens et au prix du pétrole que celles devant se concentrer sur les emplois.

Influence de certains facteurs sur les emplois et l'économie

% des répondants indiquant qu'un facteur à une influence importante (notes de 7 à 10)

Facteur	Création/perte d'emplois (n=1 001)	Économie canadienne (n=1 005)
ALENA	60 %	63 %
Investissements du gouvernement en matière de formation axée sur l'acquisition de nouvelles compétences	59 %	55 %
Investissements du gouvernement dans les infrastructures	56 %	59 %
Investissements du gouvernement dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation	56 %	56 %
Économie mondiale	56 %	58 %
Niveau de confiance des investisseurs internationaux dans le Canada	54 %	54 %
Taux d'imposition des sociétés et réglementation sur les activités commerciales	53 %	53 %
Mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens	49 %	55 %
Prix du pétrole	49 %	55 %

Q4. À votre avis, dans quelle mesure chacun des facteurs suivants influence-t-il [DIVISER L'ÉCHANTILLON ENTRE CES DEUX OPTIONS : PREMIÈRE MOITIÉ : « la création et la perte d'emplois au Canada »/SECONDE MOITIÉ : « l'économie canadienne »]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un facteur n'exerce aucune influence et 10, qu'il exerce une grande influence.

En général, le fait de considérer ces facteurs comme importants est plus répandu chez les détenteurs d'un diplôme universitaire, les personnes ayant l'impression que l'économie canadienne se porte bien et les répondants jugeant que leur propre situation financière est bonne.

Par ailleurs, il convient de noter que les sous-groupes suivants sont susceptibles d'évaluer que certains facteurs précis exercent une grande influence :

- Les Albertains sont les plus susceptibles de juger que le prix du pétrole, les taux d'imposition des sociétés et la réglementation sur les activités commerciales sont des facteurs importants.
- Les personnes dont le revenu est plus élevé (150 000 \$ ou plus) sont plus enclines à accorder une grande importance à l'ALENA, à l'économie mondiale, au niveau de confiance des investisseurs internationaux, aux taux d'imposition des sociétés et à la réglementation, ainsi qu'au prix du pétrole.
- Le fait de considérer comme importantes les mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens est plus répandu chez les gens dont le revenu est plus faible et ceux qui ne sont pas propriétaires de leur résidence.
- Les répondants de 55 ans et plus sont légèrement moins enclins que les Canadiens plus jeunes à juger que de nombreux facteurs, dont le niveau de confiance des investisseurs internationaux, le prix du pétrole, les taux d'imposition des sociétés et la réglementation, ont de l'importance.

Importance de certains éléments dans les décisions budgétaires

La création d'emplois s'avère, aux yeux des répondants, le principal élément devant être pris en considération par le gouvernement fédéral au moment de prendre des décisions budgétaires.

Invités à évaluer l'importance d'une liste d'éléments dont devrait tenir compte le gouvernement au moment de prendre des décisions budgétaires, les Canadiens placent la création d'emplois au premier rang (86 %). Vient ensuite « l'aide fournie aux femmes et aux filles » (80 %), un élément présenté au tiers des répondants. Un peu moins de huit personnes sur dix affirment qu'elles accorderaient la priorité à la classe moyenne (78 %). La moitié des personnes sondées, invitées à se prononcer sur ces questions, accordent une importance semblable à la science (74 %) et à l'innovation (75 %). Plus de six participants sur dix considèrent également importantes l'égalité des sexes (67 %), une question posée au tiers des répondants, et l'aide fournie aux Autochtones (62 %), une question posée à tous. Comme constaté lors de l'étude qualitative, le féminisme (présenté au tiers des répondants) est perçu comme moins important dans les décisions budgétaires, mais revêt tout de même une certaine importance aux yeux d'environ la moitié des personnes interrogées à ce sujet.

Importance de certains éléments dans les décisions budgétaires

% des répondants indiquant qu'un élément est important (notes de 7 à 10)

Élément	Janvier 2018
Création d'emplois	86 %
Aide fournie aux femmes et aux filles (n=667)	80 %
Classe moyenne	78 %
Innovation (n=1 002)	75 %
Science (n=1 004)	74 %
Égalité des sexes (n=671)	67 %
Aide fournie aux Autochtones	62 %
Féminisme (n=668)	52 %

Q5. *Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des éléments suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque élément à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important.*

Le fait de dire que chacun des éléments présentés est important est plus répandu au Canada atlantique, chez les personnes de 18 à 34 ans et chez celles qui ont l'impression que l'économie canadienne se porte, à tout le moins, plutôt bien. Les principales différences observées entre les divers sous-groupes sont indiquées ci-dessous.

- L'aide fournie aux Autochtones revêt un caractère plus prioritaire pour les résidents de l'Ontario et les répondants dont le revenu du ménage est de moins de 100 000 \$.
- L'égalité des sexes obtient une note plus élevée au Québec et au Canada atlantique, de même que chez ceux dont le revenu du ménage est de moins de 150 000 \$.
- Le fait d'affirmer que la classe moyenne est importante est plus répandu chez les personnes de moins de 55 ans et celles détenant un diplôme universitaire.

- Les répondants qui ne sont pas propriétaires sont plus susceptibles que ceux qui le sont d'indiquer que la création d'emplois, l'aide fournie aux femmes et aux filles, la science, l'égalité des sexes, l'aide aux Autochtones et le féminisme sont importants.

E. Logement et taux d'intérêt

Près de la moitié des répondants affirment qu'il leur serait facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui. Seuls deux sur dix disent, par contre, qu'ils bénéficient de la hausse des taux d'intérêt. Les détenteurs d'un prêt hypothécaire sont moins susceptibles de croire qu'il leur serait facile de composer avec une hausse de deux pour cent des taux d'intérêt.

Tous les Canadiens, propriétaires (63 %) ou non (36 %), ont été invités à indiquer la mesure dans laquelle ils étaient en accord avec deux énoncés portant sur les prêts hypothécaires et les taux d'intérêt. Les personnes détenant un prêt hypothécaire devaient également répondre à une question sur l'effet d'une hausse potentielle des taux d'intérêt sur leurs paiements¹.

Un peu moins de la moitié des répondants affirment être d'accord, dans une certaine mesure, pour dire qu'il leur serait facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui; un peu plus du tiers d'entre eux sont en désaccord avec cet énoncé. Seulement deux personnes sur dix indiquent que leur situation financière personnelle bénéficiera de la hausse récente des taux d'intérêt. Près de la moitié des répondants sont en désaccord avec cette affirmation, et un quart d'entre eux se montrent neutres.

Les personnes qui détiennent un prêt hypothécaire (59 % des propriétaires, représentant 37 % de tous les Canadiens) ont été questionnées sur l'effet qu'aurait une hausse d'un demi pour cent, d'un pour cent ou de deux pour cent des taux d'intérêt sur leur situation personnelle. On observe que les répondants, de façon générale (6 ou un peu moins de 6 personnes sur 10), sont d'accord pour dire qu'il leur serait facile de continuer à effectuer leurs paiements hypothécaires si les taux d'intérêt augmentaient d'un demi pour cent ou d'un pour cent. Dans les deux cas, environ un quart des participants se montrent en désaccord à ce sujet. Ce niveau d'accord chute cependant à seulement 4 personnes sur 10 lorsqu'il est question d'une augmentation de deux pour cent; un tiers des répondants sont alors en désaccord avec l'énoncé, et un quart d'entre eux se montrent neutres.

¹ La Banque du Canada a haussé son taux d'intérêt de référence de 1 % à 1,25 % le 17 janvier, soit la journée précédant le début des entrevues.

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur les prêts hypothécaires et les taux d'intérêt

Énoncé	En accord (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	En désaccord (1 à 4)	Incertain(e)
Il vous serait plus facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui	45 %	17 %	36 %	3 %
Votre situation financière personnelle bénéficiera de la récente hausse des taux d'intérêt	22 %	26 %	47 %	5 %
Base : Détenteurs d'un prêt hypothécaire (un tiers des répondants invités à répondre pour chacun des pourcentages)				
« Il vous serait facile de continuer à effectuer vos paiements hypothécaires si les taux d'intérêt augmentaient... »				
D'un demi pour cent (n=260)	56 %	19 %	26 %	0 %
D'un pour cent (n=260)	60 %	16 %	24 %	0 %
De deux pour cent (n=259)	43 %	26 %	32 %	0 %

Q8. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

Le fait d'être d'accord pour dire qu'il serait *plus facile*, pour un répondant, *d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui* (notes de 7 à 10) varie de 39 % en Colombie-Britannique à 52 % en Saskatchewan. La capacité à obtenir facilement un prêt hypothécaire va bien sûr de pair avec le statut sociodémographique : plus le niveau de scolarité ou le revenu du ménage sont élevés, plus il devient facile de le faire. Cette capacité varie également en fonction de l'âge (28 % des 18 à 34 ans, 53 % des 35 à 54 ans et 49 % des 55 ans et plus), et est plus grande chez les travailleurs à temps plein ou les retraités. Elle est aussi associée au fait d'être déjà détenteur d'un prêt hypothécaire (55 %) ou d'avoir déjà remboursé un prêt hypothécaire (61 %, par rapport à 23 % de ceux qui ne sont pas propriétaires). Cette impression d'être en mesure d'obtenir facilement un prêt hypothécaire s'avère moins répandue chez les allophones (33 %) que chez les francophones (42 %) ou les anglophones (47 %).

Une minorité de répondants sont d'accord pour dire que leur *situation financière personnelle* bénéficiera de la récente hausse des taux d'intérêt (notes de 7 à 10). Cette minorité est cependant plus importante au Québec (29 %), parmi les personnes de 55 ans et plus (29 %), les retraités (30 %), les francophones (27 %), les propriétaires qui n'ont pas de prêt hypothécaire (34 %) et les personnes qui estiment que l'économie canadienne se porte bien (26 %) ou que leur propre situation financière est bonne (29 %).

Les personnes qui estiment qu'il leur serait facile de *continuer à effectuer leurs paiements hypothécaires si les taux d'intérêt augmentaient* (notes de 7 à 10) se situent majoritairement parmi les personnes détenant déjà ce type de prêt et profitant d'un revenu plus élevé, ou celles jugeant que leur situation financière personnelle est bonne. Le fait d'être en mesure de composer avec une hausse de deux pour cent des taux d'intérêt se révèle une position minoritaire dans la plupart des autres sous-groupes, sauf en ce qui concerne les résidents de l'Ontario (52 %) et du Canada atlantique (67 %).

F. Égalité des sexes

Une majorité de répondants affirment être d'accord avec la plupart des énoncés appuyant l'égalité des sexes. On observe cependant certaines différences lorsqu'il est question d'affirmer que les femmes bénéficient maintenant des mêmes chances de réussir que les hommes, ou que le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie canadienne.

Différents énoncés relatifs à l'égalité des sexes ont été présentés aux répondants; ceux-ci devaient ensuite indiquer dans quelle mesure ils étaient en accord ou en désaccord avec chacun d'eux. La majorité des personnes sondées (plus de neuf sur dix) affirment être d'accord pour dire que lorsque les femmes et les filles bénéficient d'un accès égal à la formation et à l'éducation dont elles ont besoin pour réussir, tous en profitent. Environ huit répondants sur dix sont également d'avis qu'il est important d'assurer une représentation égale des hommes et des femmes dans les rôles de premier plan, que la création d'une classe moyenne forte dépend de l'égalité des chances qu'ont les femmes et les filles de contribuer pleinement à l'économie et qu'il importe que le Canada fasse activement la promotion de l'égalité des sexes partout dans le monde. Une plus faible minorité de répondants affirment que les femmes et les filles ont les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons (environ deux personnes sur dix se montrent cependant, dans une certaine mesure, en désaccord avec cet énoncé).

On observe par ailleurs des différences plus marquées lorsqu'il est question d'affirmer que le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie canadienne : la moitié des personnes sondées expriment leur accord avec cet énoncé, alors que le reste des répondants se montrent soit neutres, soit en désaccord.

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur l'égalité des sexes

Énoncé	En accord (7 à 10)	Neutre (5 ou 6)	En désaccord (1 à 4)	Incertain(e)
Quand les femmes et les filles bénéficient d'un accès égal à la formation et à l'éducation dont elles ont besoin pour réussir, tous en profitent	92 %	5 %	2 %	1 %
Il est important d'assurer une représentation égale des hommes et des femmes dans les rôles de premier plan	83 %	9 %	7 %	1 %
La création d'une classe moyenne forte dépend de l'égalité des chances qu'ont les femmes et les filles de contribuer pleinement à notre économie	79 %	15 %	5 %	1 %
Il est important que le Canada fasse activement la promotion de l'égalité des sexes partout dans le monde	78 %	11 %	10 %	1 %
Au Canada, à l'heure actuelle, les femmes et les filles ont les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons	57 %	24 %	18 %	1 %
Le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie canadienne	49 %	24 %	23 %	4 %

Q9. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

Le fait d'être d'accord avec les énoncés promouvant davantage l'égalité des sexes (notes de 7 à 10) est un peu moins marqué dans les Prairies, les Albertains étant les plus susceptibles d'affirmer que les femmes bénéficient actuellement des mêmes chances de réussir que les hommes. On note un niveau d'accord plus élevé avec ces énoncés en faveur de l'égalité des sexes chez les Canadiens plus jeunes, et ce, même si aucune différence relative à l'âge n'est observée lorsqu'il s'agit d'être d'accord pour dire qu'une classe moyenne forte dépend de l'égalité des chances qu'ont les femmes et les filles de contribuer pleinement à l'économie. Le fait d'exprimer

son accord avec ces énoncés est également lié, pour les répondants, à un sentiment positif à l'égard de leur propre situation financière ou de celle du Canada.

Bien qu'un fort pourcentage d'hommes affirment être d'accord avec la majorité de ces énoncés portant sur l'égalité des sexes, les femmes le sont généralement encore plus, à l'exception de ceux voulant que les femmes et les filles aient les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons (pour lequel plus d'hommes se montrent d'accord) et que le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie (pour lequel aucune différence statistique n'est observée).

Niveau d'accord avec les énoncés portant sur l'égalité des sexes

% de notes positives (7 à 10)

Énoncé	Hommes	Femmes
Quand les femmes et les filles bénéficient d'un accès égal à la formation et à l'éducation dont elles ont besoin pour réussir, tous en profitent	91 %	94 %
Il est important d'assurer une représentation égale des hommes et des femmes dans les rôles de premier plan	78 %	88 %
La création d'une classe moyenne forte dépend de l'égalité des chances qu'ont les femmes et les filles de contribuer pleinement à notre économie	76 %	82 %
Il est important que le Canada fasse activement la promotion de l'égalité des sexes partout dans le monde	72 %	83 %
Au Canada, à l'heure actuelle, les femmes et les filles ont les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons	61 %	53 %
Le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie canadienne	47 %	51 %

Q9. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

G. Conclusions

Dans l'ensemble, les Canadiens se montrent plus positifs que négatifs dans leur évaluation de l'économie du pays. Ils expriment cependant certaines inquiétudes en ce qui a trait à l'état de l'économie de leur province ou de leur territoire et ont, pour la plupart, une opinion négative du prix de l'essence. Ils voient également d'un œil plus positif que négatif leur situation financière personnelle et, pour la plupart, se montrent peu préoccupés par une perte d'emploi prochaine dans leur ménage. Il convient cependant de noter qu'une proportion importante de répondants, se situant pour la plupart dans les couches socioéconomiques inférieures, estiment avoir de la difficulté à joindre les deux bouts.

L'économie demeure, aux yeux des personnes sondées, l'enjeu dominant. Il apparaît clairement que les Canadiens souhaitent que le gouvernement se concentre sur des politiques susceptibles de favoriser la création d'emplois et d'aider la classe moyenne.

La hausse récente des taux d'intérêt a un effet négatif sur les personnes qui vivent déjà des difficultés financières. Un nombre assez faible de Canadiens estiment qu'ils profiteront de l'augmentation de taux

d'intérêt, et ceux qui le font sont en majorité en meilleure santé financière, ou ont déjà remboursé leur prêt hypothécaire. Un peu moins de la moitié des répondants sont d'accord pour dire qu'il leur serait facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui. À nouveau, cette opinion se retrouve surtout chez ceux ayant une meilleure situation financière ou un prêt hypothécaire déjà remboursé.

Bien que la plupart des Canadiens soient d'accord pour améliorer l'égalité entre les sexes et voient cette amélioration comme présentant des avantages considérables pour l'économie, ils accordent une grande importance au langage utilisé pour décrire cet enjeu. Ainsi, le terme « aide fournie aux femmes et aux filles » est perçu de façon favorable et « égalité des sexes » est vu de façon plus neutre, alors que « féminisme » apparaît avoir acquis une connotation négative et peut sembler provocateur, ou laisser entendre que les femmes sont supérieures aux hommes plutôt que leurs égales.

Annexe A : Méthodologie de la phase qualitative

Entre le 18 décembre 2017 et le 11 janvier 2018, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale.

Composition des groupes

Deux séances ont eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Montréal (banlieue), Kitchener, Winnipeg et Vancouver (trois villes contiguës). Dans chacune de ces communautés, une séance a été tenue auprès de Canadiens à faible et à moyen revenus, et une autre auprès de Canadiens à revenu plus élevé. Huit de ces séances se sont déroulées en anglais, et deux en français. Elles ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Composition du groupe
18 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Mississauga, Ontario
18 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Mississauga, Ontario
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Kitchener, Ontario
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Kitchener, Ontario
10 janvier, 17 h 30, HNC	Faible et moyen revenus - Winnipeg, Manitoba
10 janvier, 19 h 30, HNC	Revenu plus élevé - Winnipeg, Manitoba
11 janvier, 17 h 30, HNP	Faible et moyen revenus - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique
11 janvier, 19 h 30, HNP	Revenu plus élevé - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique

Les séances de discussion, de 120 minutes environ, regroupaient entre huit et dix participants (sur les 11 personnes recrutées pour chacun des groupes).

Recrutement

Environics a mis au point le questionnaire de recrutement, puis l'a transmis à Finances Canada à des fins de vérification avant de le finaliser. Les participants ont fait l'objet d'une sélection afin de s'assurer qu'ils étaient invités à la séance pertinente, en fonction du revenu de leur ménage. Ils ont également été sélectionnés de façon à assurer un mélange de sexes, de niveaux de scolarité et d'âges au sein des groupes. Ils ont de plus été choisis en raison de leur aisance à exprimer librement leur opinion devant d'autres personnes. Les critères d'exclusion standards ont été appliqués (emploi dans le domaine des études de marché, des médias ou pour le gouvernement fédéral, et participation récente à une séance de discussion en groupe). Chacun des participants s'est vu offrir une somme de 100 \$ pour l'inciter à prendre part à la discussion et le remercier de sa présence. Il importe de noter que cette somme a été fixée à 150 \$ à Vancouver, afin de refléter le fait que les montants offerts et les distances à parcourir sont généralement supérieurs dans cette région. Toutes les séances ont été enregistrées sur bandes audio et vidéo pour pouvoir être utilisées par l'équipe de recherche lors de l'analyse subséquente; les participants devaient consentir à un tel enregistrement durant le processus de recrutement et

au moment de se présenter à la séance. On les assurait cependant que leurs renseignements personnels et la confidentialité de leurs réponses seraient préservés.

Animation

Deux chercheurs d'expérience ont animé les diverses séances. Ils sont présentés ci-dessous.

- Rick Nadeau, associé principal, a animé les séances tenues à Montréal.
- Derek Leebosh, vice-président d'Environics, a animé toutes les autres séances.

L'intégralité de la phase qualitative a été menée conformément aux normes professionnelles établies par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM) et à la LPRPDE.

Limites

La recherche qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Annexe B : Méthodologie de la phase quantitative

Contexte et objectifs de la recherche

Finances Canada a mis en lumière la nécessité de mener une étude qualitative et quantitative ayant pour but d'explorer de façon plus approfondie les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et à leur vision du rôle du gouvernement du Canada dans l'économie.

Utilisation de la recherche : En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu de divers importants domaines politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Méthodologie

De 18 au 31 janvier 2018, Environics a effectué un sondage téléphonique auprès de 2 006 adultes résidant au Canada. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur varient en fonction de nombreux facteurs : elles sont plus importantes en ce qui concerne les sous-groupes de la population et les questions pour lesquelles 50 % des personnes sondées répondent d'une façon et 50 %, d'une autre façon. Elles diminuent habituellement lorsque le pourcentage obtenu pour une réponse donnée approche 0 ou 100. Les répondants ont été informés de leurs droits en matière de protection de leurs renseignements personnels et de leur anonymat, et avisés que le sondage était enregistré auprès du système d'enregistrement des sondages de l'ARIM.

Conception et pondération de l'échantillon

Le sondage, destiné à des Canadiens adultes (de 18 ans et plus), a permis de choisir des répondants en fonction de la technique « de l'anniversaire le plus récent », largement considérée comme la norme dans l'industrie. Notons que les personnes utilisant un téléphone cellulaire ont été incluses, et que les ménages utilisant uniquement le cellulaire ont été identifiés.

L'échantillon a été stratifié par régions afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	203	+/- 6,9
Québec (23 %)	501	+/- 4,4
Ontario (38 %)	602	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	400	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	300	+/- 5,7
CANADA (100 %)	2 006	+/-2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Les données des sondages ont été pondérées en fonction de la population adulte nationale (par région, âge et sexe).

Conception du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par des représentants de Finances Canada; des questions de suivi provenant de précédents sondages de nature économique y ont été incluses. Environics a procédé à l'analyse du questionnaire pour s'assurer qu'il avait été bien conçu, repérer les problèmes potentiels relatifs à la programmation ou à l'analyse et fournir des suggestions et des conseils sur l'instrument d'enquête. Les versions anglaise et française du questionnaire définitif sont incluses à l'annexe E du présent document. Les personnes sondées ont mis 12 minutes en moyenne pour y répondre.

Test préliminaire

Un test préliminaire de 22 entrevues (11 en anglais et 11 en français) a été effectué le 18 janvier 2018. Les enregistrements de ces entrevues ont été examinés par Environics ainsi que par des membres du personnel du gouvernement du Canada. Ces entrevues comprenaient des questions exploratoires standards du gouvernement du Canada. Aucun changement n'a été requis.

Travail sur le terrain

Les entrevues ont été menées par Elemental Data Collection Inc. (EDCI), à l'aide d'un système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ETAO). Des superviseurs étaient présents sur le terrain en tout temps pour veiller au bon déroulement des entrevues et de la consignation des réponses. Au minimum, dix pour cent du travail de chaque intervieweur a fait l'objet d'un contrôle discret de la qualité, en conformité avec les normes établies par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM).

Des analystes de données ont programmé le questionnaire dans le système ETAO avant de le soumettre à des tests approfondis afin d'assurer l'exactitude de l'organisation et de la collecte des données. Cette validation a permis de garantir que le processus de saisie des données était conforme à la logique de base du sondage. Le système ETAO a pris en charge la composition des numéros, les quotas et les réponses aux questionnaires (l'enchaînement des questions et les intervalles valides). Ce système assure également que les rappels sont effectués de manière opportune. Aucun numéro n'est composé deux fois au cours d'une même période de deux heures. Les rappels sont effectués lors de différentes journées de la semaine, et à différents moments de chaque journée (p. ex., le matin, l'après-midi). Cela permet d'assurer que les rendez-vous prévus sont respectés, ce qui maximise le taux de réponse et la représentativité de l'échantillon. Jusqu'à huit rappels ont ainsi été tentés afin de joindre chacun des ménages faisant partie de l'échantillon.

Contrôle de la qualité

Le questionnaire a été programmé à l'aide du système d'entrevue téléphonique assistée par ordinateur (ETAO), à la fine pointe de la technologie. Les locaux d'EDCI servant aux entrevues facilitent la supervision constante des intervieweurs et la surveillance discrète des appels; entre 10 et 30 pour cent de l'ensemble des entrevues ont ainsi été surveillées à des fins de contrôle de la qualité. Tous les répondants ont eu la possibilité de répondre au sondage dans la langue officielle de leur choix. L'ensemble du travail de recherche a été effectué en conformité avec les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada, de même qu'avec les lois fédérales applicables (Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques, ou LPRPDE). Le sondage a été enregistré auprès du système d'enregistrement des sondages de l'ARIM, qui permet au public de vérifier la légitimité d'un sondage, de se renseigner sur les sondages en général et de déposer une plainte.

Taux de réponse

L'échantillon sélectionné pour ce sondage consistait en 2 006 entrevues auprès de Canadiens adultes. Le taux de réponse net au sondage est de sept pour cent². Ce taux correspond au nombre de participants ayant répondu au sondage (entrevues menées, exclusions et participants en excédent du quota) divisé par la somme du nombre de numéros non résolus (occupé, pas de réponse), le nombre de ménages ou de personnes n'ayant pas participé (refus, barrière linguistique, rappels manqués) et le nombre de participants interrogés $[R/(U+IS+R)]$. La répartition de tous les numéros est présentée dans le tableau ci-dessous.

Taux de réponse

	TOTAL	Ligne terrestre	Cellulaire
Nombre total de numéros composés	120 138	28 051	92 087
Inadmissibles (non valides)	56 372	6 828	49 544
Non résolus (U)	39 135	10 271	28 864
<i>Pas de réponse/répondeur téléphonique</i>	39 135	10 271	28 864
Admissibles sans réponse (IS)	3 947	1 466	2 481
<i>Barrière linguistique</i>	623	262	361
<i>Incapacité à répondre (personnes malades ou décédées)</i>	427	239	188
<i>Rappels manqués (répondants non disponibles)</i>	2 897	965	1 932
Nombre total de répondants sollicités	20 684	9 486	11 198
<i>Refus</i>	15 735	7 360	8 375
<i>Interruption</i>	308	129	179
Admissibles avec réponse (R)	4 641	1 997	2 644
<i>Entrevues achevées</i>	2 006	919	1 087
<i>NON ADMISSIBLES - CELLULAIRE, NON SÉCURITAIRE</i>	29	0	29
<i>NON ADMISSIBLES - ÂGE</i>	119	0	119
<i>NON ADMISSIBLES - QUOTA ATTEINT</i>	2 487	1 078	1 409
Taux de réponse (%)	7,28	9,41	6,21
Fréquence	43,22	46,02	41,11

La fréquence finale est de 43 %, selon la formule (*entrevues achevées/[quota atteint + entrevues achevées/non admissibles]*) :

$$2\,006 / (2\,487 + 2\,006 + 148) = 43,22\%$$

² Ce taux de réponse a été calculé selon une formule élaborée par l'ARIM, en collaboration avec le gouvernement du Canada (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

Analyse du biais de non-réponse

Le tableau ci-dessous présente le profil de l'échantillon final, comparativement à la population réelle du Canada (d'après les données du recensement de 2016). En raison des quotas d'âge fixés pour ce sondage, le pourcentage des personnes de 55 ans et plus qui ont été sondées est légèrement plus faible que celui observé dans la population générale; cet écart a été corrigé par une pondération de l'âge. L'échantillon final sous-représente également quelque peu les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins, ce qui est une caractéristique courante des sondages téléphoniques menés au Canada (c'est-à-dire que les personnes plus éduquées sont plus susceptibles de répondre à ce type de sondages). Le recours à un échantillon de répondants utilisant seulement le cellulaire et l'établissement de quotas d'âge ont eu pour effet de réduire au minimum le taux de non-réponse des répondants plus jeunes par rapport aux sondages se limitant aux lignes terrestres.

Profil de l'échantillon

	Échantillon*	Canada (recensement de 2016)
Sexe (18 ans et plus)		
Homme	50	49
Femme	50	51
Âge		
De 18 à 34 ans	28	27
De 35 à 54 ans	39	34
55 ans et plus	33	39
Niveau de scolarité^α		
Diplôme d'études secondaires ou moins	28	35
École de métiers, études collégiales ou postsecondaires (sans diplôme)	36	36
Diplôme d'études universitaires	36	29

* Les données sont non pondérées et les pourcentages sont établis en fonction des personnes ayant répondu à chacune des questions démographiques.

^α Les catégories réelles du recensement diffèrent de celles utilisées dans le cadre de ce sondage, et ont été recalculées pour correspondre à ce dernier. Les données de Statistique Canada en ce qui a trait au niveau de scolarité représentent les Canadiens âgés de 25 à 64 ans.

Annexe C : Guide d'animation

Groupes de discussion sur l'économie du Canada – Hiver 2017/18

Finances Canada

PN9733

1. Introduction à la procédure (10 minutes)

Bienvenue au groupe de discussion. Nous voulons entendre vos opinions. Sentez-vous libre d'être d'accord ou en désaccord. Même si vous êtes le seul sur dix à exprimer un certain point de vue, vous pouvez représenter un tas de gens qui pensent comme vous.

Vous n'avez pas à m'adresser tous vos commentaires. Vous pouvez aussi échanger des idées et des arguments les uns avec les autres. Des observateurs qui font partie de l'équipe de recherche assistent à la séance de l'autre côté du miroir sans tain.

Nous enregistrons la séance sur vidéo pour m'aider à rédiger mon rapport. La vidéo ne sera utilisée qu'à l'interne pour analyser la recherche et ne sera remise à personne d'autre. Il se peut que je prenne des notes au cours de la discussion pour me rappeler de certaines choses. Tout ce que vous direz ici restera confidentiel et anonyme. Rien ne vous sera attribué nominalement dans tout rapport que nous ferons de ce projet.

Je devrais aussi mentionner que je travaille pour une maison de recherche de l'opinion publique. Je ne travaille pas pour le gouvernement du Canada, le client qui a commandé la recherche.

L'hôte/hôtesse vous versera votre cachet à la fin de la séance. Veuillez éteindre vos cellulaires.

Faisons un tour de table pour que chacun de vous puisse se présenter au groupe. Dites-nous votre nom et parlez un peu de vous, comme le type de travail que vous faites si vous travaillez en dehors de la maison et qui habite chez vous.

2. Réchauffement – Contexte général (5 minutes)

Commençons par une question générale. Comme vous savez, nous avons trois niveaux de gouvernement au Canada – fédéral, provincial et municipal. Je veux me concentrer en particulier sur le gouvernement fédéral. Pouvez-vous noter sur papier la chose que le gouvernement fédéral a le mieux faite au cours de la dernière année, selon vous? Pouvez-vous noter ensuite la chose que le gouvernement fédéral a le plus mal faite au cours de la dernière année, selon vous?

Voyons ce que vous avez écrit. Qu'est-ce que le gouvernement a le mieux fait, selon vous?

Qu'est-ce que le gouvernement a le plus mal fait?

3. Économie du Canada (15 minutes)

Je veux m'attarder un peu plus que les questions économiques. Comment se porte l'économie du Canada dans son ensemble ces jours-ci, selon vous?

Diriez-vous que la situation est meilleure ou pire qu'elle ne l'était il y a un an?

SI MEILLEURE OU PIRE : Comment?

Comment se comportera l'économie au cours de l'année qui vient, pensez-vous? Croyez-vous que les choses vont s'améliorer ou se détériorer l'an prochain? Pourquoi? Pourquoi pas?

Jetons un œil à la situation économique d'un point de vue plus personnel. Dans quelle mesure l'économie dans son ensemble travaille pour vous (ou ne travaille pas pour vous), diriez-vous? Pourquoi dites-vous cela?

Le gouvernement du Canada a-t-il pris des mesures pour aider les gens comme vous à faire face à la hausse du coût de la vie? Qu'a-t-il fait? En quoi cela vous a-t-il aidé?

Je veux maintenant porter mon attention sur la situation financière du gouvernement du Canada. D'abord, quelle est la situation financière du gouvernement? A-t-il un surplus ou un déficit, c'est-à-dire a-t-il dépensé plus que les revenus qu'il a encaissés?

En fait, le gouvernement fédéral accuse un déficit chaque année depuis quelques années. Qu'en pensez-vous? Est-ce une chose qui vous préoccupe beaucoup ou n'y attachez-vous pas d'importance?

SI PRÉOCCUPÉ : Pourquoi le déficit vous préoccupe-t-il?

Dans quelle mesure est-il important pour vous que le gouvernement s'assure que le déficit n'augmente pas?

Et s'il était réduit graduellement d'année en année?

Le gouvernement a deux façons de réduire le déficit – l'une est d'augmenter ses revenus en augmentant les impôts, l'autre est de dépenser moins. Si la réduction du déficit signifiait une réduction des dépenses dans des domaines comme l'infrastructure ou l'allocation canadienne pour enfants ou les transferts à la province pour la santé et l'éducation, seriez-vous d'accord?

Le gouvernement fédéral devrait-il se fixer une date cible pour équilibrer le budget? Le cas échéant, combien d'années devrait-il envisager?

Quelqu'un a-t-il déjà entendu parler du « ratio de la dette au PIB »? Si oui, quel est-il?

En fait, le « ratio de la dette au PIB » est ce qu'est notre dette nationale accumulée en pourcentage du taux de croissance de l'économie canadienne. Actuellement, même si le gouvernement fédéral accuse un déficit annuel, certains économistes disent que notre économie croît assez vite pour que notre dette nationale reste stable et gérable. L'un de vous en a-t-il déjà entendu parler?

Qu'en pensez-vous? Cela vous réassure-t-il à propos du déficit?

Estimez-vous qu'aussi longtemps que le ratio d'endettement diminuera d'année en année, nous serons en bon état?

4. Budget sensible à l'égalité des sexes (10 minutes)

L'hiver dernier, le gouvernement du Canada a déposé son budget 2017. Le budget incluait une déclaration d'intention de veiller à ce que les décisions et les politiques budgétaires tendent à réduire les inégalités économiques entre les hommes et les femmes. En avez-vous entendu parler?

Que pensez-vous de l'idée du budget fédéral s'attaquant aux inégalités entre les hommes et les femmes? Est-ce une bonne idée? Est-ce réaliste?

Imaginez que vous élaboriez le budget pour le gouvernement fédéral. Qu'y incluriez-vous de particulier qui serait susceptible d'accomplir cet objectif (diminuer l'inégalité des sexes)?

EXPLORER : Et si on investissait dans la garde des enfants pour qu'un plus grand nombre de femmes puissent se joindre au marché du travail?

Comme vous savez peut-être, certains groupes de la société canadienne sont sous-représentés sur le marché du travail, notamment les femmes, les autochtones, les jeunes et les handicapés. Ou leur travail, s'ils en ont, est souvent moins bien rémunéré. Que pourrait ou devrait faire le gouvernement fédéral pour y remédier?

EXPLORER : Qu'en est-il de programmes de soutien de l'entrepreneuriat chez ces groupes? De lois pour rendre le milieu du travail plus inclusif et mieux adapté?

5. Taxation (20 minutes)

Avez-vous entendu dire que le gouvernement fédéral modifie sa politique fiscale? **SI OUI**, qu'avez-vous entendu dire?

Avez-vous entendu parler d'une proposition visant à limiter la « répartition du revenu »? Qu'avez-vous entendu dire? **NB** : La répartition du revenu permet aux gens à revenus élevés d'utiliser une société privée pour diminuer leurs impôts personnels en partageant leur revenu avec des membres de la famille qui ne travaillent pas dans l'entreprise, en les incluant dans le registre du personnel.

Est-ce une bonne ou une mauvaise idée de restreindre la « répartition du revenu »?

Avez-vous entendu parler de ce qu'on appelle la « gestion passive de titres »? Si oui, qu'est-ce? Est-ce une activité que le gouvernement devrait restreindre?

Explication : Des individus peuvent tirer un avantage en retenant des investissements passifs dans une société, profitant du fait que le taux d'imposition des sociétés est beaucoup moindre que le taux d'imposition personnelle pour les individus à revenus élevés. C'est un problème lorsqu'un individu garde de l'argent dans une société au lieu de l'investir dans la croissance de l'entreprise simplement pour le mettre à l'abri du taux supérieur d'imposition personnelle. Puisque ce type d'arrangement n'est pas disponible pour quelqu'un qui touche un chèque de paie aux deux semaines, cela peut constituer un avantage fiscal.

Avez-vous entendu dire que le gouvernement fédéral sévit contre l'évasion fiscale internationale et l'évitement fiscal abusif? Qu'avez-vous entendu dire?

Comme vous savez, le cannabis est sur le point d'être légalisé au Canada. Lorsqu'il le sera, il sera aussi imposable et le gouvernement fédéral aura de nouveaux revenus.

Voici une liste de choses auxquelles les nouveaux revenus des taxes sur le cannabis pourraient être affectés.

FAIRE CIRCULER LA LISTE

Veuillez classer vos préférences sur une échelle de « 1 » à « 5 ».

Repassons-les une à une. Combien d'entre vous avez donné priorité à chacune des destinations? Pourquoi?

- Offrir de l'argent aux provinces sous forme de transferts pour financer les soins de santé.
- Investir dans la formation ou le recyclage des travailleurs.

- Financer l'éducation publique sur les effets du cannabis.
- L'utiliser pour réduire le déficit.
- Diminuer les impôts des tranches d'imposition inférieures.
- Offrir de l'argent aux municipalités pour répondre à leurs besoins.

En plus des choix énumérés sur la liste qui est devant vous, y a-t-il autre chose que vous aimeriez que le gouvernement fédéral fasse avec les revenus du cannabis?

6. Niveau de vie (15 minutes)

Je veux maintenant parler de ce que vous pensez de notre niveau de vie au Canada. D'abord, quelqu'un peut-il définir ce que nous entendons par « niveau de vie »?

Comment le niveau de vie actuel des Canadiens se compare-t-il à celui d'il y a 5 ans, selon vous? Combien d'entre vous pensez que le niveau de vie actuel est MEILLEUR qu'il ne l'était il y a 5 ans? Combien pensent qu'il est PIRE maintenant? Combien pensent qu'il est pareil?

Et il y a 10 ans? Mieux ou pire? Pire? Pareil?

NOTER AU TABLEAU

De quelles façons somme-nous mieux?

Et de quelles façons sommes-nous pires, diriez-vous?

Et si nous anticipions le niveau de vie de la prochaine génération – disons dans 25 ans? Pensez-vous que la prochaine génération vivra mieux, plus mal ou à peu près comme nous? **VOTE À MAIN LEVÉE**

Et de quelles façons pensez-vous qu'elle vivra mieux ou plus mal? Qu'en est-il des facteurs au tableau?

Y a-t-il d'autres facteurs que vous ajouteriez au tableau qui vous font dire que la prochaine génération de Canadiens aura un meilleur ou un moins bon niveau de vie dans 25 ans?

7. Milieu du travail de l'avenir (10 minutes)

Parlons maintenant du milieu de travail de l'avenir. Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à ce dont aura l'air le milieu du travail dans 10 ans et comment pourrait-il être différent de ce qu'il est aujourd'hui?

Quels types de choses influenceront notre capacité de réussir dans le milieu de travail de l'avenir?

Voici une liste de facteurs qui pourraient avoir un effet sur l'avenir du travail. Pensant à votre propre cheminement de carrière, dans quelle mesure vous inquiétez-vous de la progression de chacun de ces facteurs? Veuillez classer chacun des facteurs sur une échelle de 1 à 5, où 1 veut dire que vous n'êtes pas du tout inquiet et 5 que vous êtes très inquiet.

Combien d'entre vous avez-vous noté un 4 ou un 5 pour [INSÉRER UN FACTEUR DE LA LISTE] **[VOTE À MAIN LEVÉE]**?

- Le rôle de la technologie, comme l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), etc.

- Avoir les bonnes compétences pour les tâches de demain
- Avoir la bonne éducation pour les tâches de demain
- La variété d'emplois (c.-à-d. avoir plusieurs emplois ou carrières dans le cours de votre vie)
- Le travail précaire (c.-à-d. de plus en plus d'emplois sont instables, de contrat en contrat, avec peu d'avantages ou de sécurité d'emploi)

Que devrait faire le gouvernement du Canada, pensez-vous, pour aider à préparer les Canadiens pour le travail de l'avenir?

SUGGÉRER : Qu'en est-il d'investir dans les programmes de formation? De faire du Canada un chef de file en matière d'innovation et de technologie?

Quelqu'un a-t-il entendu parler de la Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT)?

SI OUI : Comment décririez-vous la PFRT en une phrase? Vous pouvez d'abord l'écrire, puis nous dire ce que vous avez écrit.

En fait, la PFRT est un crédit d'impôt remboursable qui soutient les travailleurs à faible revenu. Cette mesure procure un soutien important aux Canadiens à faible revenu. En 2016, la PFRT a versé 1,1 milliard de dollars à plus de 1,4 million de Canadiens.

Est-ce qu'un membre de votre famille a reçu la PFRT? Quels sont les avantages de la PFRT? Y a-t-il des désavantages?

Quel type de personne bénéficierait de la PFRT, selon vous?

La PFRT devrait-elle être versée sous forme de déduction fiscale chaque année ou sous forme de chèque régulier?

8. Endettement des ménages (10 minutes)

Je veux maintenant parler d'endettement – c'est-à-dire la somme de dette, y compris les prêts hypothécaires, les prêts aux étudiants, les cartes de crédit ou les lignes de crédit, entre autres, que vous avez actuellement.

Qui a entendu dire que les taux d'intérêt ont augmenté récemment sur les prêts comme les prêts hypothécaires et les lignes de crédit? **[VOTE À MAIN LEVÉE]**

La récente augmentation des taux d'intérêt vous a-t-elle affecté? A-t-elle changé votre style de vie ou vos intentions d'achat?

Dans quelle mesure vous inquiétez-vous de l'augmentation possible des taux d'intérêt? Pourquoi? Qu'est-ce que ça voudrait dire pour vous personnellement si les taux d'intérêt augmentaient sensiblement?

Des taux d'intérêt élevés pourraient-ils être une bonne chose?

9. Conclusion (5 minutes)

Je vous confierai un petit exercice tandis que je vais en coulisse voir si mes collègues ont d'autres questions pour vous : si vous touchiez 200 \$ de plus chaque mois, qu'en feriez-vous? Soyez honnête! Noter vos pensées... nous en parlerons à mon retour.

Nous avons couvert une quantité de sujets aujourd'hui et j'apprécie vraiment que vous ayez pris le temps de venir ici donner votre opinion. Votre contribution est très importante et pertinente. En conclusion, je vous demanderai si vous avez d'autres idées dont vous aimeriez faire part au gouvernement du Canada sur le sujet qui nous occupe.

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION!

Documents

Revenus des taxes sur le cannabis

Voici une liste de choses auxquelles les nouveaux revenus des taxes sur le cannabis pourraient être affectés.

Veuillez classer vos préférences sur une échelle de « 1 » à « 6 ».

	A. Offrir de l'argent aux provinces sous forme de transferts pour financer les soins de santé
	B. Investir dans la formation ou le recyclage des travailleurs
	C. Financer l'éducation publique sur les effets du cannabis
	D. L'utiliser pour réduire le déficit
	E. Diminuer les impôts des tranches d'imposition inférieures
	F. Offrir de l'argent aux municipalités pour répondre à leurs besoins

L'avenir du travail

Pensant à votre propre cheminement de carrière, dans quelle mesure vous inquiétez-vous de la progression de chacun de ces facteurs?

Veuillez classer chacun des facteurs sur une échelle de 1 à 5, où 1 veut dire que vous n'êtes pas du tout inquiet et 5 que vous êtes très inquiet.

A. Le rôle de la technologie, comme l'automatisation, l'intelligence artificielle (IA), etc.

1	2	3	4	5
Pas du tout inquiet				Très inquiet

B. A voir les bonnes compétences pour les tâches de demain

1	2	3	4	5
Pas du tout inquiet				Très inquiet

C. Avoir la bonne éducation pour les tâches de demain

1	2	3	4	5
Pas du tout inquiet				Très inquiet

D. La variété d'emplois (c.-à-d. avoir plusieurs emplois ou carrières dans le cours de votre vie)

1	2	3	4	5
Pas du tout inquiet				Très inquiet

E. Le travail précaire (c.-à-d. de plus en plus d'emplois sont instables, de contrat en contrat, avec peu d'avantages ou de sécurité d'emploi)

1	2	3	4	5
Pas du tout inquiet				Très inquiet

Annexe D : Questionnaire de recrutement

8 décembre, 2017

Environics Research Group Limited
Groupes de discussion sur l'économie du Canada
Finance Canada
PN9733

Recrutement pour les groupes de discussion

Nom du répondant : _____

N° de téléphone résidentiel : _____

N° de téléphone d'affaires : _____

Groupe n° : _____

Recruteur : _____

<p>GROUPE 3 Montréal banlieue (FR) Mardi, le 19 décembre 17 h 30 Faible/moyen revenu</p>	<p>GROUPE 4 Montréal banlieue (FR) Mardi, le 19 décembre 17 h 30 Revenu élevé</p>
---	--

11 recrutés par session.

« Revenu élevé » est défini comme toute personne ayant un revenu annuel personnel de plus de 80 000 \$ ou toute personne dans un foyer avec des revenus multiples avec un revenu annuel du foyer de plus de 100 000 \$. Dans Montréal et Winnipeg, un revenu annuel personnel de plus de 60 000 \$ ou un revenu du foyer de plus de 80 000 \$ compte aussi comme « revenu élevé. »

Bonjour, mon nom est _____ de Environics Research. Nous téléphonons aujourd'hui pour inviter des participants à assister à un groupe de discussion que nous menons actuellement de la part du Gouvernement du Canada pour examiner les questions autour de l'état actuel de l'économie canadienne. Cette étude est un projet de recherche, pas une tentative de vendre ou de commercialiser quoi que ce soit. Votre participation à la recherche est entièrement volontaire, confidentiel et votre décision d'y participer ou non n'affectera en rien les interactions que vous pourriez avoir avec le gouvernement.

Le format est une discussion « table ronde » mené par un professionnel de la recherche. Une bande audio de la session sera produite à des fins de recherche. Les bandes ne seront utilisées que par le professionnel de la recherche pour aider à préparer le rapport sur les résultats de la recherche et seront détruites une fois le rapport terminé. Toute information recueillie, utilisée et/ou dévoilée sera utilisée qu'à des fins de recherche seulement et sera traitée conformément aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

La session durera un maximum de 2 heures et vous recevrez une somme en argent comptant en guise de remerciement pour assister à la session. Est-ce que vous nous permettez de vous poser quelques questions

additionnelles, à vous ou à quelqu'un d'autre dans votre foyer, afin de voir si vous qualifiez pour notre étude? Ceci prendra environ 5 minutes.

NB : Si un participant demande des informations sur la firme de recherche qui mène l'étude, vous pouvez leur dire : Environics Research est situé au 33, rue Bloor Est, bureau 900, Toronto Ontario et peuvent être rejoint au 416-920-9010.

Oui 1 – CONTINUER

Non 2 – REMERCIER ET TERMINER

1. Est-ce que vous, une personne de votre foyer ou de votre famille immédiate travaillez pour :

	No	Yes
Une firme d'étude de marché, de communications ou de relations publiques ou une agence de publicité		
Un media (radio, télévision, journaux, revues, etc.)		
Un ministère ou un organisme du gouvernement fédéral		
Un parti politique		

SI OUI À L'UN CI-DESSUS – REMERCIER ET TERMINER

2. INDIQUER :

Homme 1 répartition 50/50

Femme 2

3. Combien de personnes, y compris vous-même, vivent dans votre foyer?

Une POSER LA Q. 4

Deux PASSER À LA Q. 5

Trois PASSER À LA Q. 5

Quatre ou plus PASSER À LA Q. 5

SI SEULEMENT UNE PERSONNE DANS LE FOYER, DEMANDER :

4. Laquelle des catégories suivantes correspond le mieux à votre revenu annuel personnel total, avant impôt, pour 2017?

LIRE

01 - Moins de 30 000 \$	GROUPE 3
02 - 30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPE 3
03 - 60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPE 4
04 - 80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPE 4
05 - 100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPE 4
06 - 150 000 \$ et plus	GROUPE 4
99 - REFUS/NSP/PR	TERMINER

DEMANDER À TOUS LES FOYERS AVEC PLUS D'UNE PERSONNE

5. Laquelle des catégories suivantes correspond au revenu annuel total, avant impôt, de tous les membres de votre foyer, pour 2017? LIRE

01 - Moins de 30 000 \$	GROUPE 3
02 - 30 000 \$ à 60 000 \$	GROUPE 3
03 - 60 000 \$ à 80 000 \$	GROUPE 3
04 - 80 000 \$ à 100 000 \$	GROUPE 4
05 - 100 000 \$ à 150 000 \$	GROUPE 4
06 - 150 000 \$ et plus	GROUPE 4
99 - REFUS/NSP/PR	TERMINER

DEMANDER À TOUS

6. Dans quelle partie de Grand Montréal habitez-vous?

NB : Les participants à Montréal doivent venir des banlieues comme Laval, rive-nord comme Terrebonne, St. Eustache, Repentigny etc... ou rive-sud comme Brossard, La Prairie, St. Lambert, Longueuil, Chateauguay etc...

7. NSP

DEMANDER À TOUS

- 8. On nous a demandé de parler avec des participants de différentes catégories d'âges. Pour pouvoir le faire de façon efficace, je vous demanderais de bien vouloir me donner votre âge exacte s.v.p.?**

**_____ . INSCRIRE
OBTENIR UN MIXTE**

Moins de 18 ans	TERMINER
18-24 ans	1
25-34 ans	2
35-44 ans	3
45-54 ans	4
55-64 ans	5
65-74 ans	6
75 ans ou plus	TERMINER

- 9. Pourriez-vous me dire quel est le dernier niveau de scolarité que vous avez terminé?**
OBTENIR UN MIXTE

Secondaire non terminé seulement	1
Secondaire terminé	2
Certificat d'une école de métier	3
Post-secondaire non terminé	4
Post-secondaire terminé	5
Diplôme universitaire	6

- 10. Travaillez-vous (VÉRIFIER LES QUOTAS)?**

Temps plein (35 hrs +)	4 minimum
Temps partiel (moins de 35 hrs)	2 max
Personne au foyer	1 max
Étudiant	1 max
Retraité	2 max
Sans emploi	1 maxi

11. Quelle est votre occupation actuelle?

Type d'emploi

Type d'entreprise

SI MARIÉ(E) DEMANDER : QUELLE EST L'OCCUPATION DE VOTRE CONJOINT(E)?

Type d'emploi

Type d'entreprise

TERMINER SI L'OCCUPATION EST LIÉE AUX EXCLUSIONS À LA Q. 1

12. Quelle est votre origine ethnique?

13. On demande aux personnes qui participent à des groupes de discussion d'émettre leurs opinions et commentaires. Dans quelle mesure vous sentez-vous à l'aise d'émettre vos opinions devant d'autres personnes? Vous sentez-vous....(lire la liste)

Très à l'aise 1 - MIN 5 PAR GROUPE

Assez à l'aise 2

Pas très à l'aise 3 TERMINER

Très mal à l'aise 4 TERMINER

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion ou à un entretien face-à-face où l'on vous a remis une somme d'argent, ici ou ailleurs?

Oui 1 MAXIMUM 5 PAR GROUPE

Non 2 (PASSER À LA Q.15)

SI OUI, DEMANDER :

15. À quand remonte la dernière fois que vous avez participé à une de ces discussions?

(TERMINER SI AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS)

16. À combien de groupes ou d'entretiens face-à-face avez-vous participé au cours des 5 dernières années?

(PRÉCISER)

SI 5 OU PLUS, TERMINER.

17. On demande parfois aux participants d'écrire leurs réponses sur un questionnaire. Y a-t-il une raison quelconque pour laquelle vous ne pourriez pas participer? Si vous avez besoin de lunettes pour lire, veuillez les apporter avec vous. (Ajouter déficience auditive)

Oui 1 TERMINER

Non 2 CONTINUER

NOTE : TERMINER SI LE RÉPONDANT DIT QU'IL A UN PROBLÈME DE VUE OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE ÉCRITE OU VERBALE, UNE INQUIÉTUDE À NE PAS POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT.

18. J'aimerais vous inviter à participer à une session d'un groupe de discussion où vous pourrez échanger vos opinions dans une discussion animée avec les autres canadiens de votre communauté. La session sera enregistrée et observée, mais votre participation sera confidentielle. Acceptez-vous de participer au groupe de discussion

Oui 1 CONTINUER

Non 2 TERMINER

19. Nous vous contacterons à nouveau avant la date de la session pour confirmer votre présence. Êtes-vous d'accord avec cela?

Oui 1 CONTINUER

Non 2 TERMINER

INTERVIEWEUR DIRE AU RÉPONDANT :

VEUILLEZ APPORTER AVEC VOUS UNE PIÈCE D'IDENTITÉ AVEC PHOTO QUI POURRAIT VOUS ÊTRE DEMANDÉ SUR PLACE

20. La session durera 2 heures, mais nous demandons aux participants d'arriver 15 minutes avant le début de la session. Est-il possible pour vous d'être présent à la salle de recherche 15 minutes avant le début de la session?

Oui 1 CONTINUER

Non 2 TERMINER

J'aimerais vous inviter à un groupe de discussion qui aura lieu____. La session durera 2 heures au total et vous recevrez **100 \$** en guise de remerciement pour votre participation.

Location :

Montréal – Mardi, le 19 décembre (17 h 30-19 h 30 et 19 h 30-21 h 30)
CRC Montréal
1610 Rue Ste-Catherine Ouest, Bureau 411
1-800-932-7511

INTERVIEWERS : Veuillez dire au répondant que les groupes sont petits et que toute personne qui ne se présente pas ou qui annule à la dernière minute compromettront le projet. Assurez-vous qu'ils savent que leurs opinions sont importantes pour nous et que nous sommes sérieux de savoir ce qu'ils ont à offrir.

NOTE : VEUILLEZ DIRE AUX RÉPONDANTS QU'ILS RECEVRONT UNE CONFIRMATION PAR TÉLÉPHONE LA JOURNÉE AVANT LE GROUPE. SI POUR UNE RAISON QUELCONQUE ILS N'ONT PAS EU DE NOS NOUVELLES ILS DEVRAIENT NOUS CONTACTER AU _____. SI LEUR NOM N'EST PAS SUR LA LISTE DE PRÉSENCE, ILS NE SERONT PAS ADMIS AU GROUPE DE DISCUSSION. SI UN RÉPONDANT A DES QUESTIONS SUR LA RECHERCHE, ILS DEVRAIENT ÉGALEMENT NOUS CONTACTER À CE NUMÉRO

Annexe E : Questionnaire du sondage

Janvier 2018

Ministère des Finances Canada
Sondage sur les attitudes à l'égard de l'économie canadienne (hiver)

Bonjour/Hello, je m'appelle ____ et je vous appelle de la part d'Environics, au nom du gouvernement du Canada. Nous menons un sondage sur les attitudes et opinions de Canadiens âgés de 18 ans et plus. Préférez-vous continuer en français ou en anglais?/ Would you prefer that I continue in English or French? [AU BESOIN : « Thank you. Someone will call you back shortly to do the survey in English. »]

Anglais	1
Français	2

Le sondage durera environ 12 minutes, et vos réponses demeureront strictement anonymes et confidentielles. Vous pouvez, à tout moment au cours de ce sondage, refuser de répondre à une question en particulier si vous le souhaitez.

Votre participation est entièrement volontaire. Cet appel pourrait être écouté ou enregistré à des fins de contrôle de la qualité. Ce sondage est enregistré auprès de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM). Tous les renseignements fournis seront traités conformément aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE FIXE : Pourrais-je parler à la personne dans votre ménage qui est âgée de 18 ans ou plus et qui a été la dernière à célébrer son anniversaire? Serait-ce vous? [SI CETTE PERSONNE N'EST PAS DISPONIBLE, PLANIFIER UN RAPPEL.]

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE : Êtes-vous âgé d'au moins 18 ans?

POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE, POSER LES QUESTIONS A ET B.

A Êtes-vous dans un endroit sécuritaire pour parler? Vous n'êtes pas, par exemple, au volant d'un véhicule automobile?

Oui	[SE PRÉSENTER À NOUVEAU, AU BESOIN]
Non	[PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR UN RAPPEL (DATE/HEURE)]

B À la maison, avez-vous une ligne téléphonique traditionnelle autre qu'un téléphone cellulaire?

Oui	VÉRIFIER LES QUOTAS
Non	VÉRIFIER LES QUOTAS

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE FIXE, INSCRIRE LA RÉGION QUI FIGURE DANS L'ÉCHANTILLON]

[POUR LES RÉPONDANTS QUI UTILISENT UN TÉLÉPHONE CELLULAIRE, POSER LA QUESTION C.]

C Dans quelle province ou quel territoire demeurez-vous? NE PAS LIRE LA LISTE.

Terre-Neuve-et-Labrador	1
Île-du-Prince-Édouard	2
Nouvelle-Écosse	3
Nouveau-Brunswick	4
Québec	5
Ontario	6
Manitoba	7
Saskatchewan	8
Alberta	9
Colombie-Britannique	10
Yukon	11
Territoires du Nord-Ouest	12
Nunavut	13

D Sexe [NE PAS DEMANDER : Noter la réponse par observation.]

Femme	1
Homme	2

E Quelle est votre année de naissance?

[INSCRIRE L'ANNÉE – XXXX]

9999 – [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre

[SI LE RÉPONDANT REFUSE DE PRÉCISER L'ANNÉE, DEMANDER :]

Pourriez-vous nous dire auquel des groupes d'âge suivants vous appartenez? LIRE LA LISTE.

18 à 34 ans	1
35 à 49 ans	2
50 à 54 ans	3
55 à 64 ans	4
OU 65 ans et plus?	5
[DO NOT READ] Je refuse de répondre	99

SONDAGE PRINCIPAL

Évaluation de l'économie

1A. (T) Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous? [INSCRIRE LA PREMIÈRE RÉPONSE.]

[AUCUNE LISTE PRÉCODÉE – NOTE À L'INTERVIEWEUR : INSCRIRE D'ABORD LA PREMIÈRE RÉPONSE. TOUTES LES AUTRES RÉPONSES DEVRONT ÊTRE INSCRITES À L'ÉCRAN SUIVANT.]

99 – [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre – **PASSER À LA QUESTION 2.**

1B. (T) Y a-t-il d'autres enjeux? [AU BESOIN : Songez aux enjeux auxquels le Canada doit faire face à l'heure actuelle; sur lequel de ces enjeux le gouvernement du Canada devrait-il le plus axer ses efforts, selon vous?]

INSCRIRE MOT POUR MOT - [PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES]

99 – [NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre

Q2. (T) Comment évaluez-vous l'état des éléments suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous jugez cet état désastreux et 10, que vous le jugez excellent. [VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE DES ITEMS b À f.] RÉPÉTER L'ÉCHELLE AU BESOIN.

- a. L'état actuel de l'économie canadienne?
- b. L'état actuel de l'économie américaine?
- c. L'état actuel de l'économie du/de/de la/de l'[PROVINCE]?
- d. Le prix actuel de l'essence?
- e. L'état actuel de votre situation financière personnelle?

Désastreux	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Excellent	10

NON SUGGÉRÉ

Incertain(e) 99

Q3. Dans quelle mesure, s'il y a lieu, la possibilité qu'un membre de votre ménage ou vous-même vous retrouviez sans emploi au cours des six prochains mois vous préoccupe-t-elle? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela ne vous préoccupe pas du tout et 10, que cela vous préoccupe énormément.

Ne me préoccupe pas du tout	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
Me préoccupe énormément	10
NON SUGGÉRÉ	
Ne s'applique pas/retraité/sans emploi	98
Je ne sais pas	99

Confiance dans l'économie

Q4. À votre avis, dans quelle mesure chacun des facteurs suivants influence-t-il [DIVISER L'ÉCHANTILLON ENTRE CES DEUX OPTIONS : PREMIÈRE MOITIÉ : « la création et la perte d'emplois au Canada »/SECONDE MOITIÉ : « l'économie canadienne »]? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie qu'un facteur n'exerce aucune influence et 10, qu'il exerce une grande influence. [VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE]

1. Les investissements du gouvernement dans les infrastructures
2. Les investissements du gouvernement dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation
3. Les mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens, comme l'Allocation canadienne pour enfants et le Supplément de revenu garanti
4. Les investissements du gouvernement en matière de formation axée sur l'acquisition de nouvelles compétences
5. Les taux d'imposition des sociétés et la réglementation sur les activités commerciales
6. Le niveau de confiance qu'ont les investisseurs internationaux dans le Canada
7. L'économie mondiale
8. Le prix du pétrole
9. L'Accord de libre-échange nord-américain ou l'ALÉNA

Q5. Dans quelle mesure est-il important, selon vous, que le gouvernement du Canada tienne compte des éléments suivants dans ses décisions budgétaires? Veuillez évaluer chaque élément à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que cela n'est pas du tout important et 10, que cela est très important. [VARIER ALÉATOIREMENT L'ORDRE]

1. La classe moyenne
2. La création d'emplois
3. L'aide fournie aux Autochtones
4. [DIVISER L'ÉCHANTILLON 50-50] La science et l'innovation
5. [DIVISER L'ÉCHANTILLON EN 3, SOIT 33 % POUR CHAQUE OPTION] Le féminisme, l'aide fournie aux femmes et aux filles ou l'égalité des sexes

Logement et taux d'intérêt

**Q6. Êtes-vous propriétaire de votre résidence?
SI C'EST NÉCESSAIRE : Par « propriétaire », nous entendons également les personnes qui effectuent des paiements hypothécaires.**

- | | |
|--|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
| NON SUGGÉRÉ | |
| Ni oui ni non (je demeure chez mes parents, des proches, etc.) | 3 |
| Je ne sais pas/je refuse de répondre | 9 |

Q7. [POSER CETTE QUESTION SI Q6=1] Avez-vous une hypothèque sur votre résidence?

- | | |
|--------------------------------------|---|
| Oui | 1 |
| Non | 2 |
| NON SUGGÉRÉ | |
| Je ne sais pas/je refuse de répondre | 9 |

Q8. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

- a. Il vous serait plus facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui
- b. [POSER CETTE QUESTION SI Q7=1 (« a une hypothèque »)] Il vous serait facile de continuer à effectuer vos paiements hypothécaires si les taux d'intérêt augmentaient [DIVISER L'ÉCHANTILLON EN 3 (33 % POUR CHAQUE OPTION) « d'un demi pour cent »/« d'un pour cent »/« de deux pour cent »] demain
- c. Votre situation financière personnelle bénéficiera de la récente hausse des taux d'intérêt

- | | |
|------------------------|----|
| Fortement en désaccord | 1 |
| | 2 |
| | 3 |
| | 4 |
| | 5 |
| | 6 |
| | 7 |
| | 8 |
| | 9 |
| Fortement en accord | 10 |

NON SUGGÉRÉ

Je ne sais pas

99

Égalité des sexes

Q9. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec chacun des énoncés suivants? Veuillez répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que vous êtes fortement en désaccord avec un énoncé et 10, que vous êtes fortement en accord avec celui-ci.

1. La création d'une classe moyenne forte dépend de l'égalité des chances qu'ont les femmes et les filles de contribuer pleinement à notre économie
2. Il est important d'assurer une représentation égale des hommes et des femmes dans les rôles de premier plan
3. Quand les femmes et les filles bénéficient d'un accès égal à la formation et à l'éducation dont elles ont besoin pour réussir, tous en profitent
4. Au Canada, à l'heure actuelle, les femmes et les filles ont les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons
5. Le harcèlement sexuel et la violence à l'endroit des femmes ont un effet négatif sur l'économie canadienne
6. Il est important que le Canada fasse activement la promotion de l'égalité des sexes partout dans le monde

Fortement en désaccord

1

2

3

4

5

6

7

8

9

Fortement en accord

10

NON SUGGÉRÉ

Je ne sais pas

99

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

LIRE : En terminant, voici quelques questions à des fins démographiques.

F Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint? LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Huitième année ou moins	1
Études secondaires en partie	2
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent	3
Apprentissage enregistré ou autre certificat ou diplôme d'une école de métiers	4
Collège, cégep ou autre certificat ou diplôme non universitaire	5
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	6
Baccalauréat	7
Diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	8
[NE PAS LIRE]	
Je préfère ne pas répondre	99

G Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison? LIRE LA LISTE – ACCEPTER TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT.

Anglais	1
Français	2
Autre	3
[NE PAS LIRE] Je ne sais pas/je refuse de répondre	99

H Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle? Êtes-vous... LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE. N'ACCEPTER QU'UNE SEULE RÉPONSE.

Travailleur(se) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine	1
Travailleur(se) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine	2
Travailleur(se) autonome	3
Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi	4
Étudiant(e) à temps plein	5
Retraité(e)	6
Je ne fais pas partie de la population active [PERSONNE AU FOYER À TEMPS PLEIN, SANS EMPLOI, NE CHERCHANT PAS DE TRAVAIL]	7
[NE PAS LIRE]	
Autre [NE PAS PRÉCISER]	98
Je refuse de répondre	99

I Laquelle des catégories suivantes représente le mieux le revenu total de votre ménage, c'est-à-dire le revenu total combiné de tous les membres de votre ménage, avant impôts? LIRE LA LISTE ET ARRÊTER LORSQUE LA CATÉGORIE À LAQUELLE CORRESPOND LE RÉPONDANT EST MENTIONNÉE.

Moins de 20 000 \$	1
De 20 000 \$ à moins de 40 000 \$	2
De 40 000 \$ à moins de 60 000 \$	3
De 60 000 \$ à moins de 80 000 \$	4
De 80 000 \$ à moins de 100 000 \$	5
De 100 000 \$ à moins de 150 000 \$	6
150 000 \$ et plus	7
[NE PAS LIRE] Je refuse de répondre	99

J Y a-t-il des enfants de moins de 18 ans qui demeurent actuellement dans votre foyer?

Oui	1
Non	2

K Pour terminer, afin de mieux comprendre la façon dont les résultats varient d'une région à l'autre, puis-je avoir les six caractères de votre code postal?

ACCEPTER LES TROIS PREMIERS CARACTÈRES SI LE RÉPONDANT NE VEUT PAS EN DIVULGUER DAVANTAGE.

__ __ __ __ __ __ [FORMAT A4A 5B5]

999999 – NSP/PR

Ce sondage a été réalisé pour le compte du ministère des Finances Canada, et est enregistré conformément à la *Loi canadienne sur l'accès à l'information*. Merci de votre participation.

INSCRIRE :

Langue de l'entrevue

Anglais	1
Français	2